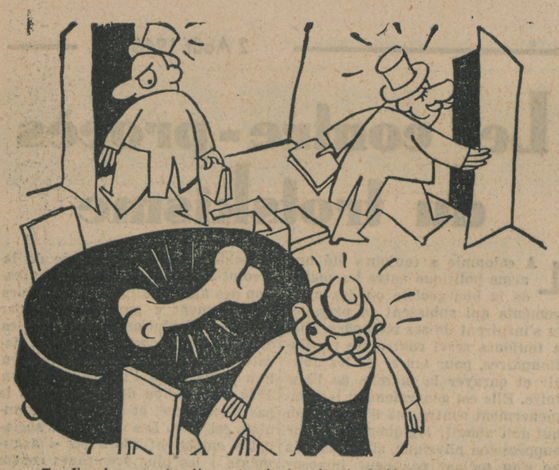
2 Août 1946 — HEBDO — "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — Prix : 4 francs — N° 134

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE



En fin de compte, ils ont mis la viande à 190 francs le kilo

17 °/o d'augmentation... mais le lait à 11 fr., la viande à 190 fr.

sans ECHELLE MOBILE, sans CONTROLE OUVRIER

Parler de revalorisation du pouvoir d'achat C'EST TROMPER les TRAVAILLEURS

LE Conseil des ministres a rendu sa sentance. La majoration se traduira par une augmentation moyenne de 17 %. Les fonctionnaires ont reçu 1.000 francs

Pendant ce temps les prix montent vertigineusement, revalorisés « officiellement » par le gouvernement tripartite unanime. Les profits patronaux sont sauvés.

Les dirigeants des grands partis se réclamant de la classe ouvrière et ceux de la C.G.T. ont capitulé sur les 25 %.

Une politique se juge à ses résultats. C'est sur la feuille de paie des travailleurs et dans le filet de la ménagère qu'on voit si la politique est bonne. Thorez et Gouin peuvent être fiers.

Quand la classe ouvrière n'avait pas de ministres c'est par la lutte qu'elle a conquis ses libertés et de meilleures conditions de travail et de vie.

En juin 1936, sans les grandes grèves, la classe ouvrière n'aurait eu : ni augmentation de salaires ; ni 40 heures ; ni contrats collectifs ; ni congés payés.

Ce n'est qu'au moment où elle a accepté « la pause » à l'appel de Blum et de Thorez que le patronat a repris et au-delà ce qu'on lui avait arraché.

Et si depuis la « libération » les conditions de vie n'ont cessé d'empirer, c'est parce que les travailleurs se sont laissés imposer la passivité dictée par les chefs des grands partis ouvriers.

Pourtant à chaque fois qu'une entreprise ou une corporation a débrayé, les revendications furent satisfaites. Telles sont les grèves victorieuses, isolées ou partielles des mineurs de Lens, des rotativistes, des usines de la métallurgie parisienne : Unic, Cams, Bernard, etc...

La lutte est inévitable

La classe ouvrière laissera les bureaucrates de la C.G.T., du P.S. et du P.C.F. parlementer dans les conférences. Elle utilisera ses propres méthodes de lutte de classes.

Dès qu'une revendication est posée à l'échelle d'une entreprise, il faut l'appuyer par un débrayage, il faut élire de larges délégations qui prendront la direction du mouvement en tant que comités de grèves.

Mais si les revendications limitées de salaires peuvent trouver satisfaction dans le cadre d'une entreprise, les GRANDES REVENDICATIONS DE L'ECHELLE MOBILE ET DU CONTROLE OUVRIER QUI SEULS PEUVENT SOLUTIONNER LES PROBLEMES GENERAUX DES SALAIRES ET DES PRIX EXIGENT UNE LUTTE GENERALE ET COORDONNEE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Cette généralisation et cette coordination ne peuvent être le fait des dirigeants de la C.G.T., du P.C.F. et du P.S. qui s'opposent systématiquement à ces revendications parce qu'ils collaborent avec la bourgeoisie. L'élargissement du mouvement appelle la nécessité des prises de contacts entre usines d'une même localité et entre usines d'une même branche.

Dans le cours de l'action des comité de grève doivent prendre contact entre eux et prendre sur eux de régler les problèmes qui se posent pour assurer le succès de la grève.

Les postiers, dans un magnifique mouvement unanime, ont contraint leurs dirigeants et la C.G.T. à démontrer que la grève, loin d'être l'arme de classe entre les mains des trusts comme le prétendaient les chefs de la C.G.T., du P.S. et du P.C.F., est la seule arme légitime et efficace pour la satisfaction des revendications. La leçon ne sera pas perdue ! Les postiers ont montré que pour faire capituler le gouvernement capitaliste il faut employer les méthodes de l'action directe. Ils viennent par dessus la volonté conciliatrice des dirigeants staliniens de la Fédération postale, de démontrer qu'un gouvernement où siège côte à côte ministres du P.C.F. et P.S. avec les affameurs du M.R.P. est un gouvernement de défense des intérêts capitalistes.

Les dirigeants ouvriers disent ne rien pouvoir faire pour les travailleurs à cause de la présence des ministres M.R.P. Que ne s'appuient-ils sur la force grandissante des grévistes et des organisations ouvrières pour mettre à la porte ces ministres capitalistes et prendre le pouvoir dans UN GOUVERNEMENT PS, PCF, CGT, pour décréter l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, LE CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION, ET SUR LES PRIX, L'EXPROPRIATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DES TRUSTS ET DES BANQUES.

Vers de grands combats

Le P.C.I. s'adresse aux salariés de toute corporation et leur déclare : depuis quelques semaines de multiples débrayages ont eu lieu. Toutes les grèves partielles ont été couronnées de succès.

Les premiers combats doivent renforcer la confiance de la classe ouvrière dans ses propres méthodes de lutte. Aux dirigeants traîtres de la C.G.T., du P.C.F. et du P.S. qui préconisent la collaboration de classes vous démontrerez que seule l'action directe sous toutes ses formes est susceptible d'amener la satisfaction de ses légitimes revendications. Travailleurs, travailleuses, de grands combats revendicatifs sont devant vous. Avec le seul parti révolutionnaire venez forger l'instrument de votre libération. Adhérez au Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVe Internationale.

Editorial

L'émule de Charles Maurras

par Jean MARCOUX

IL y a en France un personnage qui n'est officiellement ni président de la République, ni président du Gouvernement.

Cependant, à chaque occasion importante, c'est lui qui donne le « la » à l'ensemble des partis bourgeois et de la presse bourgeoise.

A la veille du 2 juin, le personnage en question prend la parole pour indiquer comment voter « bien », comment briser les organisations ouvrières, comment établir « l'Etat fort » ou, si vous préférez, comment restaurer un régime à la Daladier.

La presse bourgeoise reproduit, en long et en large, ce discours.

A la veille de la conférence dite de la Paix, le même personnage précise la ligne politique que toute la presse du grand capital s'accorde à reconnaître comme étant la sienne.

Ce personnage qui définit ainsi « la position de la France » (!) tranche tous les débats, façonne l'opinion politique à sa guise, c'est le général de Gaulle qui, s'il n'a officiellement le titre de président du gouvernement, agit comme s'il l'était.

⁂

D'OU tient-il cette autorité ? Pendant les années de la lutte clandestine, les grands partis se réclamant de la classe ouvrière se sont employés à forger le mythe du « Premier Résistant de France » et ont créé eux-mêmes la légende du général de Gaulle démocrate, républicain et antifasciste.

A présent, de Gaulle s'emploie à mettre à profit cette autorité pour renforcer l'Etat bourgeois et étrangler la démocratie qu'il prétendait défendre.

Déjà, dans le discours prononcé à Bayeux, à la veille des élections du 2 juin, de Gaulle affirmait la nécessité de l'Etat fort et posait ouvertement sa candidature au titre de dictateur.

Après avoir établi le catéchisme de la dictature bourgeoise sur lequel se trouvent en fait d'accord aussi bien le P.R.L. que le M.R.P., de Gaulle, porte-parole de la réaction, vient de préciser à nouveau la politique que la bourgeoisie française se propose de suivre à l'extérieur.

La thèse qu'il défend, c'est la fameuse thèse que Charles Maurras et Bainville avaient soutenue pendant des années ; IL FAUT MORCELER L'ALLEMAGNE AFIN DE DONNER A LA FRANCE UNE POSITION PREPONDERANTE SUR LE CONTINENT.

Incapable désormais de prendre à elle seule le rôle de maîtresse de l'Europe, la bourgeoisie française entend cependant y jouer le rôle d'un gendarme actif et résolu.

C'est pourquoi elle offre ses services, non pas tant à l'Angleterre seulement, à laquelle elle propose la formation d'un « bloc occidental », c'est-à-dire d'une union étroite entre Londres et Paris, que surtout aux Etats-Unis, auxquels elle s'offre comme le meilleur avant-poste antisoviétique.

Ce n'est pas par hasard que le héraut de la dictature à l'intérieur reprend la politique traditionnelle de « L'Action Française » et de Charles Maurras.

Ce n'est pas par hasard que de Gaulle conclut son discours : « NOUS NE JOUERONS NOTRE ROLE... NOUS NE SERVIRONS COMME IL CONVIENT L'INTERET SUPERIEUR DU MONDE (lisez l'intérêt supérieur des requins de la City et de Wall Street)... QUE SI NOUS ORGANISONS LA DIRECTION NATIONALE, C'EST-A-DIRE L'ETAT, POUR L'EFFICIENCE, LA COHESION, LA CONTINUITE ». (Lisez la dictature sous la direction d'un président à poigne nommé à vie.)

(Suite en 3e page.)

APRÈS LA GUERRE IMPÉRIALISTE

La Paix impérialiste

VINGT ET UN gouvernements sont réunis à Paris pour se prononcer sur les traités de paix préparés par les « Quatre ».

Bien qu'il ne s'agisse que de questions relativement secondaires, puisqu'il ne s'agit ni de régler le sort de l'Allemagne, ni celui du Japon, les « Quatre » ne sont arrivés que très partiellement et très difficilement à s'entendre.

Le peu qui a transpiré de ces projets de traités montre qu'il s'agit, après la guerre impérialiste, d'une paix impérialiste, d'un super-Versailles. Les vaincus doivent payer des réparations très lourdes, les frontières sont taillées sans l'avis des populations. Les vaincus auront aussi le droit d'avoir quelque force militaire pour écraser, si besoin est, les mouvements des travailleurs. La Conférence de la Paix n'a qu'un pouvoir de recommandation, ce sont les « Quatre » qui prendront les décisions finales. Mais la Conférence va surtout servir de fond pour un certain nombre de manœuvres entre les « Quatre ». Elle commence d'abord par une dispute sur la procédure dans laquelle le délégué de l'Australie intervient pour défendre le droit des Petites Nations. Entendons-nous, le droit des petites nations du camp des vainqueurs à se faire entendre des « Quatre », car nul, à cette Conférence, ne pense que les petites nations vaincues n'aient d'autre droit que de se taire.

Il semble que l'Angleterre et l'Amérique vont soutenir l'Australie, tandis que les objections viendront du côté de l'U.R.S.S. Nous en avons déjà plus d'une fois signalé les raisons.

A qui les colonies ?

Les « petites nations » capitalistes espèrent tirer quelques avantages financiers des maîtres de Washington, tandis qu'elles sont traitées sans égard par la diplomatie soviétique.

Les principales questions qui seront débattues seront les réparations, Trieste, les colonies italiennes. Les réparations créeront de nouveaux fardeaux sur les travailleurs des pays vaincus. A Trieste, débouché sur l'Adriatique et par suite sur la Méditerranée, on déchaîne les passions nationalistes au lieu d'unir fraternellement ouvriers italiens et yougoslaves contre leurs exploiteurs. On ne sait qui demain sera maître des colonies allemandes, mais on sait qu'elles resteront des colonies.

On ne parlera pas de l'Allemagne

Derrière ces questions se profile la question allemande, qui est au centre des rapports entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

A la veille de la Conférence, en U.R.S.S. et en Amérique, de violentes campagnes de presse ont été déclenchées, tandis que les hommes d'Etat se taisaient ou se livraient à de vagues déclarations. Silence aussi du côté de l'Angleterre empêtrée dans ses difficultés au Moyen-Orient. Ce n'est qu'en France que l'on a pris position et précisément sur la question allemande. Le président du Conseil Bidault, parlant de sécurité, de la Ruhr, de la Sarre, exposant la thèse de l'impérialisme français, rejetée par les trois plus grands, l'a fait sans conviction.

Mais la troisième se prépare

Toutes ces palabres n'attirent guère l'attention des masses dont la vie est en jeu. Les pourparlers de paix ont lieu au moment de l'anniversaire de la déclaration de la première guerre impérialiste. Jadis, à cette époque, l'Internationale communiste et ses sections, tout en commettant des erreurs, alertaient la classe ouvrière contre les dangers de guerre et propageaient les conceptions communistes sur la guerre.

Au moment même où l'impérialisme américain, grand apôtre de la paix, organise à Bikini des expériences avec la bombe atomique, dans lesquelles il sacrifie un tonnage que la plupart des autres pays ne peuvent se permettre de posséder, où les dirigeants des vieilles organisations ouvrières versent le poison chauvin, excitent les nationalismes, seule, la IVe Internationale et ses sections restent fidèles à l'internationalisme prolétarien, dénoncent la paix et la guerre impérialistes et appellent les travailleurs à la lutte pour les Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe et du monde, qui seuls établiront la paix entre les nations.

Pierre FRANK.

AU SECOURS du docteur Gatchev

bolchevik-léniniste bulgare

IL y a quelques semaines, nous avions annoncé l'arrestation du Dr Gatchev, de Plodief, militant trotskyste bulgare bien connu, et président de la Ligue bulgare de défense des droits de l'homme et d'autres militants d'avant-garde.

Nous étions, depuis, sans nouvelles et nos protestations étaient restées sans réponse.

Nous venons de recevoir une nouvelle lettre nous signalant que le Dr Gatchev avait été emmené de la prison et venait d'être transféré dans un camp où il est soumis à un régime extrêmement sévère.

LES NOUVELLES REÇUES SONT TRES ALARMANTES.

SA VIE EST EN DANGER.

Une fois de plus, nous en appelons à tous les militants pour joindre leurs protestations à la nôtre pour alerter toutes les organisations ouvrières, pour effectuer des démarches de protestation auprès de la délégation bulgare, afin de mettre un terme à la répression du Guépéou qui s'étend sur la classe ouvrière et l'avant-garde révolutionnaire en Bulgarie, afin de sauver la vie du Dr Gatchev et des autres militants ouvriers menacés de mort par le Guépéou.

Compagne de Lénine et de Trotsky

Antoinette Korn kow

vient de mourir

Le 2 juillet, à 9 h. 15, l'un des grands pionniers du mouvement révolutionnaire américain, l'un des fondateurs du Socialist workers party *et membre honoraire de son comité central, est morte d'une attaque au cœur. Elle avait près de soixante-dix-sept ans. Les travailleurs révolutionnaires de partout regretteront la mort d'Antoinette Kornikow, combattante courageuse, dévouée et pleine d'abnégation pour la cause du socialisme mondial.*

Antoinette Kornikow est née le 19 novembre 1869 en Russie tsariste. Depuis 1888 elle passa sa vie à lutter contre le capitalisme pour construire un monde meilleur. Elle vit la naissance de la IIe Internationale et son déclin. Elle participa aux tout premiers débuts du mouvement communiste en Amérique et à la fondation de la IIIe Internationale. Lorsque la IIIe Internationale fut morte en tant que force révolutionnaire, elle aida à fonder la IVe Internationale.

Elle fut avec Plekhanov, le fondateur du mouvement marxiste russe. Elle fut avec Lénine, le fondateur du premier Etat ouvrier. Elle fut l'une des premières à se révolter contre le stalinisme, et elle combattit côte à côte avec Trotsky dans le grand combat historique pour la défense des conquêtes de la révolution d'octobre.

Son exemple et sa mémoire peuvent inspirer la jeune génération.

Elle était l'un des liens vivants avec les fondateurs du marxisme. Son esprit et sa mémoire resteront toujours avec nous et nous fourniront une plus grande énergie dans l'écrasement du capitalisme et l'établissement du socialisme mondial.

Solidarité avec les postiers

Télégramme adressé par le P.C.I. au Central télégraphique de Paris, à la Fédération postale du Nord et de la Gironde.

— Parti Communiste Internationaliste, entièrement solidaire de tous les grévistes des P.T.T. vous assure de tout son appui pour succès de votre mouvement.

Le Comité Central du P.C.I.

Dans la matinée du 31 juillet, la grève continue dans le Nord, Calais, Amiens, Bordeaux, Marseille - Central, Clermont-Ferrand, l'ensemble du département de l'Aisne, Grenoble, etc...

Au Central Télégraphique de Paris, le mécontentement est si grand que les dirigeants fédéraux Bonteurs, Lloubes, Planès, Fleury sont venus dans le but d'inviter les postiers à poursuivre le travail.

Les responsables fédéraux et de la section locale passant outre les dispositions votées par la majorité des travailleurs n'hésitèrent pas à briser la grève par la force, la menace de sanction.

(Voir notre article en 4e page)

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

« Les grands spécialistes et les élèves »

UNE ENQUÊTE SUR L'ÉCHELLE MOBILE PAR M. FELZEN

CHEZ les Imprimeurs

A la Libération nous étions les seuls à réclamer l'échelle mobile des salaires. Depuis, ce mot d'ordre a fait son chemin ; les imprimeurs, les instituteurs, différentes unions départementales, des syndicats entiers ont repris cette vieille revendicaion du mouvement ouvrier. Les dirigeants staliniens et réformistes la rejettent comme étant démagogique et menant tout droit à l'inflation, à l'avilissement de la monnaie et à la course folle des prix. Ils n'ont pas toujours dit ça. Nous nous rappelons et nous rappellerons qu'après l'autre guerre les unitaires et les députés du P. C. F. ont mené une longue lutte pour arracher l'échelle mobile. Plusieurs catégories de travailleurs, tels les imprimeurs, les chapeliers, les communaux, etc..., réussirent même à la faire appliquer pendant plusieurs années.

La Vérité a entrepris une grande enquête sur ces expériences. Notre reporter, Maurice Felzen, est allé cette semaine interviewer les typos de l'Entreprise de Presse, rue Réaumur, à Paris, et un représentant de la Chambre syndicale des typos. Il est important de faire revivre ces expériences. Nous demandons à tous ceux qui qui les ont vécu de nous écrire.

⁂

Mardi, 14 heures, à l'Entreprise de Presse, à la composition. J'interroge plusieurs imprimeurs C'est Collange, un rotativiste, qui me répond : « L'échelle mobile, je sais bien ce que c'est, elle a été appliquée chez nous pendant longtemps, c'est Daladier qui nous l'a enlevée. La lutte la plus dure a été menée en 1936-1937 pour le calcul des indices. Quand après la Libération nous l'avons redemandée, on nous a dit : attendez le blocage des salaires et des prix. L'expérience est concluante. Maintenant, nous ne nous laisserons plus faire et à notre prochain Congrès nous serons fermes. »

De là, je pars à la Chambre syndicale des Typographes, 94, avenue Auguste-Blanqui. Reçu avec beaucoup d'amabilité par un dirigeant. En effet, la corporation du livre n'oublie pas que lors de sa dernière grève notre parti l'a soutenu avec vigueur et a affirmé son entière solidarité avec son mouvement.

— Depuis quand l'échelle mobile est-elle appliquée dans votre corporation ?

— D'abord, me dit-il, il faut différencier dans le livre deux secteurs, le labeur et la presse. Le labeur s'occupe des catalogues, revues, tout ce qui n'est pas dans l'imprimerie la presse proprement dite.

» Dans le labeur, c'est en 1920, au bout d'une grève de six semaines pour une hausse de salaires que nous sommes arrivés à faire triompher l'échelle mobile.

» Le ministère du Travail, à cette époque, a accepté que la question des salaires soit vue d'une façon plus scientifique. En effet, augmenter les salaires suivant les méthodes traditionnelles c'était procéder empiriquement, et presque toujours, lorsque nous avions réussi par telle ou telle action revendicative à faire admettre notre position, les prix avaient monté et nous étions floués. L'échelle mobile nous garantissait donc de ce décalage. Dans la presse, l'échelle mobile n'a été adoptée qu'en 1928.

— Comment calculiez-vous l'échelle mobile ?

— Nous avons établi l'indice du coût de la vie pour tout un ensemble de produits. Tous les trois mois, une commission se réunissait et si les prix avaient monté, automatiquement les salaires devaient suivre. Ainsi, nous avons calculé ce que consommait une famille composée de quatre personnes. Tous les produits essentiels, autant du point de vue alimentation, habillement, logement, étaient comptés. L'alimentation entrait pour 60 % dans le calcul de l'indice, le chauffage, l'éclairage 5 %, les vêtements et le linge 15 %, le logement 12 %, les dépenses diverses 8 %.

— Mais n'y avait-il pas de contestations sur les calculs relatifs au coût de la vie ?

(Suite en 4e page.)

SALUT à Messali Hadj !

Nous saluons la libération annoncée ces derniers jours de Messali Hadj. Nous ne sommes pas dupes de la tentative de *Combat*, inspirée par Ferhat Abbas, de présenter des désaccords entre Messali et ses camarades qui n'ont fait que continuer sa lutte. Messali s'est toujours refusé à parler en son nom propre; il a toujours affirmé sa volonté de consulter ses camarades avant toute déclaration. Nous ne doutons pas qu'il en soit toujours ainsi.

Le P.P.A. représente à l'heure actuelle la volonté de l'immense majorité des populations opprimées d'Algérie d'en finir avec un régime de misère, de rapines et de sang. C'est le seul parti qui ne se soit jamais compromis en aucune manière avec le colonialisme. Son programme, le même que celui de l'ex-Etoile Nord Africaine, avec cette seule différence que le P.P.A. limite son champ d'action à l'Algérie, est un programme révolutionnaire aux mots d'ordre duquel nous souscrivons entièrement. « Assemblée constituante », « Indépendance », « La terre à ceux qui la cultivent ». Dans cette voie, comme nous le déclarions en 1929, en 1935, en 1937 et depuis, le P.P.A. peut compter sur l'appui indéfectible de notre Internationale.

Mais nous prévenons le P.P.A. contre les illusions du type « Front Populaire » au moment où de toutes parts on lui lèche les bottes pour l'entraîner dans une sorte de « Front national » où il perdrait son indépendance politique, son caractère de classe, ses possibilités d'action révolutionnaire. Il n'y a rien à attendre, sinon la trahison, de la part des leaders petits bourgeois de la bourgeoisie indigène, rien à attendre, sinon la trahison, des dirigeants socialistes et staliniens. Si ces derniers veulent se faire pardonner leur passé en employant des revendications qu'hier ils qualifiaient de « gauchistes », fort bien. S'ils veulent vraiment lutter pour la légalisation du P.P.A., encore mieux. Mais leur manœuvre cousue de fil blanc ne doit pas semer la moindre illusion dans les masses algériennes (il serait d'ailleurs étonnant que cela puisse se produire, à moins de fautes du P.P.A. lui-même). Agents du colonialisme ils ont été, agents de la bourgeoisie ils restent et resteront. Si le P.P.A. se montre capable, par une juste stratégie politique de lutte de classes, en s'appuyant sur les couches de la population qui n'ont à perdre que leurs chaînes dans la lutte contre la domination impérialiste, de diriger fermement, sans opportunisme et sans aventures, le peuple algérien vers sa libération, nul doute que les militants révolutionnaires trompés par les autres partis ne rejoignent ses rangs. C'est notre conviction profonde que le P.P.A. ne pourra accomplir cette tâche qu'en assimilant les méthodes et la stratégie communiste-léniniste de la IVe Internationale. Nous espérons en convaincre le P.P.A. dans les luttes qui s'annoncent.

Le communisme de Marx, de Lénine et de Trotsky reste la seule voie pour les opprimés du monde entier, quelles que soient leur race, leur couleur ou leur nationalité.

R. DASSAC.

LA CALOMNIE EST UNE ARME CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Ire question à poser à vos dirigeants :

Camarades du P. C. I.

Pourquoi le procureur soviétique Rudenko n'a-t-il pas fait la preuve à Nuremberg, malgré nos multiples demandes, de la « complicité de Hitler, Hess et Trotsky » ?

Adressez vos réponses à « La Vérité ».

L'A.B.C. du COMMUNISME

Le socialisme avant Marx

SOCIALISME, communisme, marxisme, voici des mots bien galvaudés, vidés de leur contenu et dont on fait plus ou moins des synonymes. En réalité, les premières idées qu'on peut qualifier de socialistes furent émises bien avant Marx. Pour ne parler que de notre civilisation moderne, c'est dès que la bourgeoisie eut pris le pouvoir pour y développer son système capitaliste qu'il apparut à certains précurseurs qu'il devait céder la place à un régime correspondant mieux aux besoins de la société.

C'est en octobre 1795 que Gracchus Babœuf voulut par sa « conspiration des Egaux » compléter l'œuvre de la révolution bourgeoise de 1789 que le 9 Thermidor avait interrompue. Dans son manifeste des Egaux, il était dit : « La révolution française n'est que le signe avant-coureur d'une révolution bien plus grande et plus solennelle qui sera la dernière. »

Mais Babœuf et ses amis ne pouvaient être que de géniaux précurseurs dont la pensée et l'action marquent le premier jalon dans la longue lutte pour le socialisme. La cause de leur échec est moins dans la trahison qui dévoila leur conspiration que dans les circonstances objectives de l'époque. Le prolétariat alors en formation, à peine sorti de la plèbe ne représentait ni économiquement, ni politiquement une force autonome.

***

A la veille de la Restauration de grands précurseurs se firent jour : Saint-Simon et Fourrier. Quelles que soient les divergences qui existaient entre eux, il leur revient à égalité le mérite d'être les premiers promoteurs des idées socialistes.

Le plus utile de leur travail consista surtout à souligner l'importance de l'industrie dans cette période ; les entraves que le capitalisme apportait à son développement et les injustices sociales qui en découlaient.

Mais cependant, s'ils attaquent les formes de la propriété individuelle et sa gestion, ils ne touchent pas à son existence même. Saint-Simon se contentera de dire : « Il n'y a pas de changement social sans changement dans la propriété (Mémoire sur la Science de l'homme). Sans aller plus loin, il ne s'agit pour lui que « d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a pas d'autre moyens d'existence que le travail de ses bras ». (même ouvrage). Et l'on verra en 1830 les Saint-Simoniens à la Chambre se défendre d'être les partisans de l'égalité et de la communauté des biens en disant que « chacun doit être placé suivant sa capacité et rétribué selon ses œuvres ». Fourrier, lui, ne va même pas comme les Saint-Simoniens jusqu'à réclamer la suppression de l'héritage et oppose au principe de la communauté celui de « l'association ». Il imagine un vaste système de « phalanges » réunissant toutes les couches de la société dans un but de coopération.

L'un et l'autre de ces précurseurs sont déistes.

La lutte des classes n'existe pas pour eux, ils s'en remettent aux couches supérieures pour améliorer le sort des inférieurs tel Fourier ainsi que Owen en Angleterre demandant aux capitalistes l'aide nécessaire pour faire leur essais de « colonies sociales et autres phalanstères ».

Leurs nombreux disciples : Bazard, Lenfantin, Peraux, pour Saint-Simon et Victor Considérant, pour Fourrier ainsi que presque tous les socialistes jusqu'en 1848 restent prisonniers de ce spiritualisme complexe et invoquent souvent la volonté providentielle pour justifier leurs concepts.

***

Cependant de 1840 à 1848 les idées socialistes se précisent et d'autres disciples poussent de plus en plus loin leurs analyses et leurs critiques du capitalisme. Constantin Pecqueur dans son « traité des améliorations matérielles » va jusqu'à la conception d'un monde unifié au-delà des frontières nationales. Cabet dans son « voyage en Icarie » trace l'image d'une véritable société communiste. Enfin Louis Blanc fera un pas en avant en prévoyant que le développement du capitalisme conduit aux monopoles et proclame la nécessité d'une révolution sociale.

Enfin c'est en 1840 qu'avec le livre de Proud'hon « Qu'est-ce que la propriété » apparaîtra la condamnation formelle de celle-ci, l'auteur répondant à sa propre question : « La propriété c'est le vol ». Poussant plus loin que jamais l'analyse de l'économie capitaliste, il expose la formation du capital par la plus-value, il démontre que la libre concurrence, condition première du développement capitaliste, conduit au monopole, condamnation même de ce régime. Formulant la loi d'airain des salaires il caractérise nettement les antagonismes de classes et annonce leur aboutissement logique : la révolution socialiste accomplie par la classe ouvrière.

Mais resté violemment anticollectiviste il s'élève contre toute action violente et vraiment socialiste. Il s'écriera : « Le socialisme est la communauté du mal, la communauté est la religion de la misère... »

***

On voit par ce raccourci comment progresse lentement l'idée socialiste. Les socialistes « utopiques » comme on les appelle furent cependant des précurseurs précieux. Il appartenait au marxisme d'apporter définitivement l'analyse et les perspectives qui devaient être les armes de la classe ouvrière dans sa lutte pour son émancipation.

M. CORVIN.

Ouvrages à consulter : « 150 ans de pensée socialiste » de Paul-Louis Rivière, 1945.

« Socialisme utopique et Socialisme scientifique » de Engels. (Editions Sociales, 1943.)

L'U.J.R.F. se démasque !

CELA NE FAIT QUE COMMENCER

L'AFFAIRE J.C.I. ne peut être « enterrée ».

Elle touche un point trop important : la santé du mouvement ouvrier. Peu à peu toutes les organisations comprennent l'ampleur du problème. Ce qui leur apparaissait comme une « querelle de chapelle », elles voient bien maintenant que c'est une question qui marquera le destin du Front laïc de la jeunesse antifasciste.

Qu'une organisation, en l'occurrence l'U.J.R.F. considère comme suffisantes pour motiver l'exclusion d'une autre organisation (la J.C.I.), ses propres calomnies, voilà un fait qui dénonce une politique, un état d'esprit. Encore faut-il que la démonstration soit claire pour toutes les autres associations de la jeunesse travailleuse. C'est pourquoi un responsable de la J.C.I. s'est rendu récemment à la réunion constitutive du F.L.J.A. de la région parisienne.

A cette réunion assistaient les délégués du Mouvement laïc des Auberges de la Jeunesse, de l'U.J.R.F., de la Jeunesse socialiste, et des camarades de la Liberté.

Dès le début de la séance les représentants de l'U.J.R.F. prennent la parole pour demander que le J.C.I. quitte la salle.

La calomnie habituelle est lancée: « Nous ne pouvons travailler avec la J.C.I. organisation hitlérienne ».

Le représentant de la J.C.I. inscrit alors cette formule sur une feuille et demande au délégué de l'U.J.R.F. de signer cette déclaration.

LE DELEGUE DE L'U.J.R.F. REFUSE

Premier aveu : Il n'ose pas prendre la responsabilité de ses calomnies.

Notre camarade fait alors une brève déclaration :

« Aucune des accusations lancées n'a été prouvée. La J.C.I. se refuse à admettre son exclusion. Elle restera au F.L.J.A. »

Le représentant de l'U.J.R.F. déclare que « dans ces conditions la réunion ne peut avoir lieu ».

Le délégué des J.S. fait à ce moment la proposition suivante :

« Le représentant de la J.C.I. se retirera, mais les délégués présents adopteront une motion dans laquelle ils reconnaîtront la nécessité du Jury d'honneur chargé d'examiner les « preuves » fournies par l'U.J.R.F.

Tous acceptent.

LES DELEGUES DE L'U.J.R.F. REFUSENT

Deuxième aveu : L'U.J.R.F. n'a pas de « preuves », bien ou mal fabriquées, elle ne reconnaitra pas le jury d'honneur. Elle se dérobe par avance.

Cette position entraîne des remarques amères et des protestations des autres organisations qui affirment toutes, avec force qu'elles ne peuvent en aucun cas croire aux accusations lancées et rappellent qu'elles ont été parfois calomniées elles aussi par l'U.J.R.F.

Enfin dernière proposition:

Les camarades de la « Liberté » demandent que les représentants à l'échelon national fassent un texte écrit et signé en commun dans lequel ils définiront leur position vis-à-vis de l'exclusion de la J.C.I. et du jury d'honneur.

LES DELEGUES DE L'U.J.R.F. REFUSENT

Troisième aveu : L'U.J.R.F. pratique la politique du coup de poing sur la table et se moque des règles les plus élémentaires de la démocratie ouvrière et de l'honnêteté tout court. Après deux heures de discussion, la réunion s'est terminée sans résultat apparent. Toutefois aux yeux de tous les représentants, il est devenu manifeste que l'U.J.R.F. avait adopté la calomnie contre la J.C.I. de propos délibéré, et se refusait à toute justification.

De tels procédés jugent une organisation.

Quelle que soit son importance numérique, les millions qu'elle dépense, les méthodes qu'elle emploie, l'appui dont elle dispose, l'U.J.R.F. est condamnée.

La victoire appartiendra à ceux qui se situent du côté de la démocratie prolétarienne et de la Révolution socialiste

parce qu'ils sauront déjouer les manœuvres ;

parce qu'ils représentent vraiment les intérêts de la jeunesse travailleuse ;

parce que rien, ni calomnie, ni les violences ne saura les arrêter.

Regardez, camarades, la route suivie par les Communistes français, jeunes ou vieux. Elle est jonchée de trahisons vis-à-vis de la classe ouvrière ; il s'y trouve des cadavres de révolutionnaires, et parmi eux celui de Léon Trotsky, assassiné par un agent de la Guépéou.

Mais est-ce que cela peut arrêter la marche de la révolution ?

Mais est-ce que cela peut entraver le développement de l'avant-garde révolutionnaire ?

Non !

Notre lutte contre les calomnies nous attire la sympathie de tous les éléments sains de la classe ouvrière, et nous puisons dans le sacrifice de nos héros, le courage de lutter pour abattre le capitalisme.

Rejoignez, camarades, votre organisation révolutionnaire de jeunes, rejoignez la Jeunesse Communiste Internationaliste.

Marc PAILLET.

On nous écrit

« La Vérité » est l'organe de défense des travailleurs. Pour généraliser vos expériences, pour faire connaître à l'ensemble de la classe ouvrière vos luttes, écrivez à « La Vérité ».

J'ai trouvé le chemin digne du prolétariat mondial

Berk, le 24 juillet 1946.

Chers camarades,

J'ai puisé dans votre journal (La Vérité) *les lumières de l'idéal que je cultive maintenant. Votre voix est vibrante, ses échos sont purs, et j'ai enfin trouvé dans votre internationalisme le chemin véritablement digne du prolétariat mondial. C'est pourquoi, de toute ma jeunesse, je suis prêt à lutter pour notre cause commune pour notre idéal qui est encore plus beau.*

Je viens donc vous demander de m'accepter dans vos rangs, et de me compter parmi les vôtres et de m'adresser à cet effet ma carte de membre actif. Veuillez m'adresser celle-ci le plus vite possible, car je dois prochainement quitter cet établissement.

R. C.

Outré des méthodes socialo-communistes

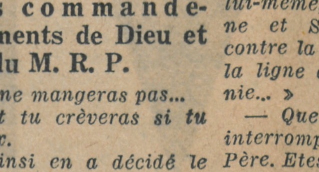
Cher Camarade,

De plus en plus outré des méthodes socialo-communistes, je voudrais demander les choses suivantes :

Fais-moi parvenir le programme et les statuts du P.C.I. pour que je sache bien à quoi m'en tenir avant de donner mon adhésion, ce que je ne pourrai faire d'ailleurs que lorsque je serai plus fortuné, j'espère que ce sera pour la fin du mois, ce qui prouve que je suis toujours un peu couillon, car je crois encore aux augmentations de salaires pour la fin du mois ;

2° Peux-tu m'envoyer la « Conférence Internationale » d'avril 1946 car ce document est indispensable, contrairement à ce que tu dis, La Vérité *n'est pas dans tous les kiosques...*

J. R.



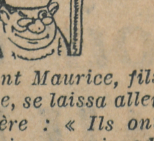
Pointes Rouges

Les commandements de Dieu et du M. R. P.

TU ne mangeras pas...

Et tu crèveras si tu veux.

Ainsi en a décidé le gouvernement de sainte Trinité. Bidault-le-Père a dit : « Ils ont faim, mes frères, je le sais, mais la grandeur de la France l'exige ainsi. Celui qui est aux cieux, qui a déjà du mal à nourrir les petits oiseaux, ne pouvant rien soustraire de ses réserves, que voulez-vous que j'y fasse, alors que je suis beaucoup plus mal placé ? ». Saint Félix, premier apôtre dit : « C'est vrai ; moi qui suis socialiste, je le dis aussi : Ils ont faim et nous ne sommes que ministres et nous n'y pouvons rien ».



Mais saint Maurice, fils du peuple, se laissa aller à la colère : « Ils ont faim et je ne puis admettre que si les 75.000 fusillés étaient vivants, ils aient faim. Jeanne d'Arc (notre sœur) et Gambetta et le Christ lui-même, comme Lénine et Staline étaient contre la faim. Fidèle à la ligne constante définie... »

— Que voulez-vous ? interrompit Bidault-le-Père. Etes-vous partisan de sacrifier la grandeur de la France à des intérêts matérialistes, si justifiés soient-ils ? Alors Maurice protesta en pleurant. Il ne pouvait pas admettre qu'on interprète ainsi ses pensées. Il aimait la France autant que l'avait aimée Jeanne d'Arc et c'est ce qu'il avait voulu dire. Et il savait que sans la sainte Trinité, la France ne pouvait pas vivre. Alors il ne briserait pas la Trinité. Le reste, ce qu'il en disait, c'était pour le principe et les élections...

— Alors, finissons de perdre du temps, puisqu'à chaque fois c'est la même chose, dit Bidault-le-Père. C'est pas avec des manières comme ça que tu parviendras à ma haute situation...

Libération immédiate de Messali-Hadj

Le 22 juillet, le Comité central du parti communiste algérien réclame la libération de Messali Hadj et la légalité pour le P.P.A.

Nous sommes les premiers à nous féliciter de cette nouvelle attitude du P.C. Cela contraste singulièrement avec l'article du journal stalinien de Clermont-Ferrand qui assimilait d'une manière dégoûtante le P.P.A. avec le parti de Doriot.

Cela contraste aussi avec le refus du P.C.F. de participer à la grande manifestation organisée par le P.P.A. à la Mutualité pour commémorer la mémoire des 30.000 martyrs du Constantinois en juin 1945.

Le P.C.F. fit un meeting de division qui n'attira d'ailleurs pas grand monde.

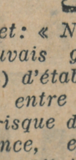
Aujourd'hui, les dirigeants du P.C.F. changent d'attitude envers ceux qu'ils insultaient du nom de doriotistes.

Mais cela n'aurait-il pas un certain rapport avec une défaite électorale cuisante aux dernières élections en Afrique du Nord ?

Enfin, enregistrons avec joie la motion du C.C. du parti communiste algérien, tout en lui rappelant que les « camarades ministres » devraient bien, eux aussi, dire un mot sur la libération de Messali Hadj.

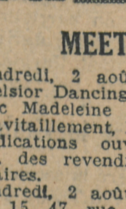
La révolution de bazar.

M. Claude Roy, rédacteur de Je Suis Partout, *fasciste, et aujourd'hui collaborateur de Pierre Hervé au journal* Action, *écrivait au sujet du « Déshonneur des poètes », de Benjamin*



Péret: « N'ayons pas le mauvais goût moral (sic) *d'établir un parallèle entre l'attitude et le risque des poètes en France, et ceux du pamphlétaire de Mexico ». Hervé, dans l'*Huma*, vient à la rescousse : « Un agité de révolution de bazar, un nommé Benjamin Péret, qui cultivait sous des cieux cléments son amour de la liberté ». Mais notre camarade Benjamin Péret, qui aime les cieux cléments, combattait en Aragon dans la colonne Durutti pendant la révolution espagnole. Sous quels cieux Claude Roy et P. Hervé défendaient-ils la liberté à cette époque ?*

SPARTACUS.



LA VIE DU PARTI

MEETINGS

Vendredi, 2 août, à Vanves : à l'Excelsior Dancing. 20 h. 30.

Avec Madeleine Kann, qui parlera du Ravitaillement, Roger Feuillet, des revendications ouvrières, Raymond Rivat, des revendications des fonctionnaires.

Vendredi, 2 août, à Paris (9e), à 18 h. 15, 47, rue de la Victoire.

A l'ordre du jour : Le problème des salaires.

NORD.

Une réunion de sympathisants a eu lieu, le dimanche 21, à Tourcoing, des camarades belges s'y trouvaient ainsi que des membres du P.C.F.

MEETING A ESTAIRES, le 3 août. Pierre Frank prendra la parole.

LILLE : assemblée générale du parti, le 4 août.

AVIS AUX REGIONS

Nous rappelons aux régions que l'école de cadres doit s'ouvrir dans la dernière semaine d'août, et qu'elles doivent proposer les camarades qu'elles désirent y envoyer au secrétariat.

Les détails sur cette école ont été transmis par circulaire.

Le secrétaire d'organisation.

BREST

Extrait d'un tract diffusé à l'arsenal de Brest.

ON CROIT PRODUIRE POUR LA PATRIE, ON TRIME POUR LES CAPITALISTES.

Lundi 22 juillet les travailleurs ont manifesté pour l'augmentation de 25 % sur les salaires.

Par sa masse imposante, la classe ouvrière a montré sa force.

Par contre les dirigeants majoritaires de la C.G.T. ont montré qu'ils savaient conduire une manifestation sur voie de garage.

Stéphan, de l'Union locale, a parlé de l'épuration pas faite et de beaucoup de choses que tous les travailleurs savent.

Malheureusement, il s'est bien gardé d'expliquer POURQUOI l'épuration n'a pas été faite.

Parce qu'on nous a demandé de *faire confiance* dans *la magistrature bourgeoise.*

La leçon qu'on doit tirer de la situation actuelle, c'est que l'intérêt national : C'EST UN MENSONGE.

Stéphan nous dit : « La France se relève... mais les travailleurs sont de plus en plus malheureux ».

Alors ? Qu'elle est cette France dont il parle ? C'est celle des CAPITALISTES qui se relève. Cette France là n'est pas la nôtre.

Quand, dans les écoles, il y a 25, 30 et même plus de 40 % de gosses tuberculeux... Est-ce que c'est cette France là qui se relève ?

Aujourd'hui les nationalistes de tous crins nous bourrent le crâne avec leur intérêt national. Mais de quel intérêt veulent-ils parler réellement ?

De celui de Le Bras ou de celui des dockers ? Voilà comment nous posons la question... Sous l'angle de la LUTTE DE CLASSES.

A titre de consolation, on nous dit qu'on va combattre le marché noir avec l'aide de la police...

Oui, on va faire la guerre aux petits boutiquiers... mais depuis quand a-t-on vu la police faire la guerre aux gros trafiquants ?

COMPTER SUR LA POLICE C'EST MENTIR AUX TRAVAILLEURS.

Nous disons, il faut un salaire minimum vital calculé d'après l'indice fixé par la C.G.T. en février 1945.

C'est-à-dire un salaire minimum vital de 7.400 francs par mois.

Mais il importe de bloquer les prix immédiatement. Pour cela nous disons : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Ceux qui attaquent ce mot d'ordre n'ont aucune autre solution réelle à apporter... Ils comptent sur le gouvernement pour bloquer les prix. Depuis quand a-t-on vu la bourgeoisie se suicider volontairement...

FAIRE CROIRE QUE LE GOUVERNEMENT PEUT BLOQUER LES PRIX, C'EST MENTIR HONTEUSEMENT AUX OUVRIERS. On l'a vu avec le gouvernement Gouin.

On en reparlera dans un an, dans 6 mois, dans 3 mois...

Camarade sympathisant, lecteur, LA VERITE doit se faire l'écho de toutes les luttes, de toutes les expériences de la classe ouvrière. Ecris-nous 19, rue Daguerre. SUF 62-31

IL N'Y AURA PAS DE BLOCAGE DES PRIX PAR LA METHODE DES ENDORMEURS.

La Section Brestoise du P.C.I.

Passez aux permanences

Région parisienne: 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.

Grenoble : Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 18 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard. Café National. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne: Place du Peuple. Café Leroi. Samedi, de 17 h. à 19 heures.

Lille: Café-hôtel des Suisses, 35, rue des Suisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi, de 17 h. à 20 heures.

Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.

Alsace : Ecrire à Louis Rouger, Boofzheim (Bas-Rhin).

Brest: P.C.I., 30, rue Kirivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

LORRAINE

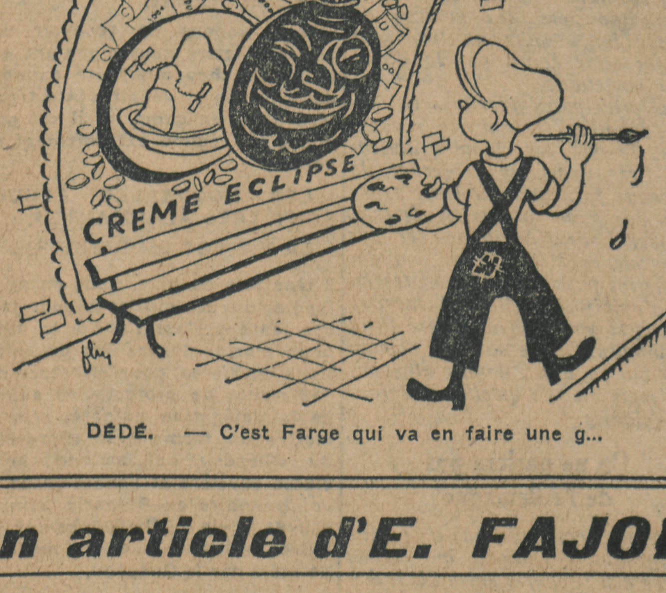
Ecrire à G. PAGET. 1, rue de la Rosière. CHAVIGNY (M.-et-M.)

MARNE

Reims. — Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

« M. Farge a fait appel à l'enthousiasme de la jeunesse pour la lutte contre le marché noir »



DÉDÉ. — C'est Farge qui va en faire une g...

Le contre-procès du trotskisme

LA calomnie a toujours été une arme politique entre les mains de la bourgeoisie ou des mouvements qui subissent sa pression et s'inspirent de ses méthodes. Elle a toujours servi contre les révolutionnaires, pour tenter de les noircir et enrayer la marche de l'histoire. Elle est généralement le commencement contre eux d'une action qui doit aboutir logiquement à leur suppression physique, si les masses ne s'en mêlent pas pour imposer leurs solutions de progrès. L'histoire fourmille d'exemples de révolutionnaires, grands et petits, qui ont dû subir les assauts ignobles de la classe au pouvoir ou de ses laquais. Robespierre, que le peuple de son temps baptisa l'Incorruptible, que Lénine et les révolutionnaires russes ont honoré comme un précurseur, fut néanmoins la victime des mensonges et des calomnies de ses adversaires politiques : ceux-ci le représentaient comme un tyran sanguinaire qui voulait égorger la Convention. Et il succomba sous les coups des coquins qui rejetèrent sur leur victime leurs propres crimes : Le 9 Thermidor fut la victoire de ceux qui avaient abusé de la Terreur, et voulaient la prolonger à leur profit pour se mettre à l'abri. Ils avaient identifié, pour des raisons de tactique, Robespierre avec les excès, puis ils ne parvinrent pas à retenir la réaction qu'ils avaient ainsi déchaînée, et laissèrent alors la voie libre aux profiteurs, aux généraux, et derrière eux à Bonaparte. L'histoire de la grande Révolution française est riche d'enseignements pour le mouvement ouvrier actuel... « Réveiller Robespierre — disait le grand Babœuf, l'ancêtre du communisme, au moment où il se lançait dans la bataille contre les pourris du Directoire qui trahissaient la Révolution — c'est réveiller la démocratie », et ces deux mots sont parfaitement identiques. Il serait difficile de citer un seul révolutionnaire qui n'ait pas été la victime des calomniateurs. Et l'on peut mesurer très exactement la nécessité de la révolution et la valeur de ses combattants à l'ampleur de la calomnie qui essaie d'atteindre ces derniers. Lénine et les dirigeants bolcheviks furent parmi les plus grands calomniés de l'histoire. La bourgeoisie russe et la bourgeoisie internationale ne ménagèrent pas leurs efforts pour les salir dans l'esprit de la classe ouvrière mondiale. Le déchaînement du mensonge et de la perfidie atteignit son point culminant en juillet 1917, que Trotsky appelle dans son histoire de la Révolution russe : « le mois de la grande calomnie ». Kérensky et les « conciliateurs » mencheviks et autres partisans de la collaboration des classes, soutenus par les gouvernements capitalistes français et anglais, présentent les révolutionnaires bolcheviks comme des agents du Kaiser et du militarisme prussien. On essaie d'accréditer la légende du train « plombé » dans lequel Lénine aurait traversé l'Allemagne pour se rendre en Russie, et de l'or de Berlin. La presse bourgeoise russe mène une campagne très violente sur ce thème, et la presse dite « socialiste » lui emboîte le pas. Dans l'exaspération du conflit social les nuances politiques disparaissent : il n'y a plus que deux camps opposés, ceux qui sont pour la révolution, ceux qui sont contre. Mais, contre tous leurs ennemis, et malgré les calomnies, les bolcheviks, Lénine et Trotsky en tête, conduisirent les masses russes à la victoire et prirent le pouvoir en octobre 1917. Pourtant la bourgeoisie internationale n'arrêta pas ses mensonges : il fallait à tout prix mettre un terme aux mutineries qui se produisaient un peu partout dans les armées alliées ; il était plus que jamais nécessaire, en même temps qu'on fusillait « pour l'exemple », de présenter les révolutionnaires russes comme des alliés du « caporalisme » prussien Marty et les mutins de la Mer Noire, qui refusèrent d'utiliser les canons de leurs navires contre les ouvriers russes, leurs frères de classe, furent dénoncés comme des agents du Kaiser ; et les socialistes réformistes de la 2e Internationale, qui avaient fait l'Union Sacrée avec leur bourgeoisie accepté la guerre impérialiste, étaient naturellement les premiers à salir les bolcheviks dans le même sens. Pourtant la révolution faisait son chemin, le Kaiser devait capituler, plus peut-être sous la pression des émeutes populaires et des conseils de soldats nés de l'exemple de la révolution russe, que sous la pression des armées alliées, elles-mêmes passablement « gangrenées » par le virus révolutionnaire. Mais les calomnies anti-communistes ne devaient pas cesser pour autant, bien loin de là ! En France a lieu, en 1920, la scission de Tours dans le parti socialiste, et le parti communiste est créé. Les dirigeants socialistes emploient alors les « arguments » les plus écœurants contre les militants communistes, y compris les coups et la terreur physique. Leur presse et leurs discours n'utilisent que le terme de « provocateurs » à l'usage de leurs ex-camarades. Les écrits de Lénine, de Trotsky, popularisant les enseignements de la révolution russe, seront répandus à millions d'exemplaires en France et aux quatre coins du monde.

Les plus grands calomniateurs de l'histoire

L'histoire ne peut pas être comparée à une belle allée bordée d'arbres où l'on avance paisiblement sans rencontrer d'obstacles. Bien au contraire, disait Lénine, les embûches sont de toute nature, l'avance y est malaisée et l'on est contraint, très souvent, de faire un pas en arrière après avoir fait deux pas en avant. La révolution russe dut faire ce pas en arrière que les premiers dirigeants bolcheviks avaient honnêtement prévu et annoncé comme la rançon de son isolement, mais ceux qui leur succédèrent au pouvoir, rompant avec la tradition de la vérité « seule révolutionnaire » « présentèrent ce recul — et les autres qui eurent lieu plus tard et qui n'étaient pas nécessaires — comme autant de victoires. Ils bâtirent des théories sur leurs défaites, et combattirent ceux qui les dénonçaient. Au fur et à mesure que le mouvement ouvrier, entre leurs mains, perdait des batailles, ils se faisaient plus malhonnêtes et plus violents vis-à-vis des des hommes qui opposaient à leur politique capitularde et mensongère une politique révolutionnaire. A l'époque de son ascension révolutionnaire : c'est-à-dire, quand il représenta réellement l'avant-garde prolétarienne, le « parti bolchevik, dont la fin a été un épisode de la réaction mondiale, fut le parti le plus honnête de l'histoire. Quand il l'a pu, il a naturellement trompé les classes ennemies ; puis il a dit la vérité aux travailleurs, toute la vérité, rien que la vérité. Grâce à quoi, uniquement, il a conquis leur confiance comme nul autre parti au monde » (Léon Trotsky).

A. DEMAZIERE.

A BAS LES BATAILLONS DICIPLINAIRES !

Nous venons de recevoir d'un camarade la lettre suivante :

« Camarades,

» Je suis en prison et proposé pour le bataillon disciplinaire d'Albertville.

» On ne me reproche aucun acte, aucune propagande : j'ai écrit : « Vive la IVe Internationale ! A bas l'armée ! » sur un papier lu par le commandant.

» Et vive la liberté de pensée !

» Salut fraternel de

» V.

» Les copains de la chambrée viennent de me faire parvenir deux de leur rations. »

Car le commandant a le sens de l' « Honneur ». Et il ne peut admettre qu'un jeune révolutionnaire dise ce qu'il pense de l'armée qui s'est couverte de « gloire » en incendiant des villages en Indochine et en Tunisie.

Pour lui apprendre à l'aimer, l'Armée, le commandant enverra ce camarade crever dans un bataillon disciplinaire. Nous pouvons l'assurer d'une publicité qu'il ne désire peut-être pas. Dès maintenant, envoyez des motions de protestation pour obtenir la libération de ce camarade.

M. B.

A propos d'un article d'E. FAJON

Le P.C.F. tire les gros canons

SANS théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire.

Tout le problème est de savoir ce qu'est une théorie révolutionnaire. Mais n'anticipons pas...

Le Parti communiste français édite une revue mensuelle : Les Cahiers du communisme, *qui se donne pour tâche d'étudier les problèmes théoriques. Dans son numéro 5-6 de mai-juin 1946, cette revue publie un article signé d'Etienne Fajon, et intitulé : « Un instrument du fascisme et de la réaction : le trotskysme ».*

Fajon débute par un rappel des résultats des dernières élections. L'affaire lui tient à cœur. Pensez donc, ces trotskystes, qui, avant guerre, étaient si peu nombreux, ont regroupé sur leurs onze listes 45.000 voix. Voilà qui donne à réfléchir.

Mais, dans quatre circonscriptions : le Finistère, la Gironde, le Puy-de-Dôme, le Lot-et-Garonne, les listes du P.C.I. ont provoqué la perte d'un siège pour le P.C.F. Notre historien en tire la conclusion qui, à ses yeux, s'impose :

« Ainsi les trotskystes ont joué leur rôle dans la récente bataille électorale. Enlever quelques voix aux communistes est une tâche que le fascisme ne peut accomplir en se montrant sous son véritable jour, il inspire trop d'horreur aux ouvriers, aux travailleurs, aux démocrates. »

En présentant nos candidats — signalons d'ailleurs que nous avons regretté, faute de ressources financières de pouvoir assurer la campagne électorale dans toutes les circonscriptions — notre Parti ne s'était pas fait l'illusion que nos listes ne pouvaient amener des pertes de sièges pour le P.C.F.. Pour y remédier, nous avons combattu pour LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE ET LA RECUPERATION DES RESTES SUR LE PLAN NATIONAL. Si ce système de scrutin avait été appliqué, le P.C.F. n'aurait perdu aucun siège... et le P.C.I. en aurait eu au moins un. Nous n'y pouvons rien si les dirigeants staliniens ont soutenu et fait voter la loi antidémocratique que chacun connait. Si ça leur retombe sur le nez, c'est tant pis pour eux.

VOYONS maintenant l'argumentation politique. Nous avons dit dans chacune de nos réunions électorales aux travailleurs qui sont venus nous entendre : « Si nous vous demandons de voter pour nos candidats, ça n'est pas que nous voulons semer parmi vous des illusions parlementaires. Le bulletin de vote ne résout rien. C'est votre action, et votre action seule, qui peut changer quelque chose. Mais voter à 100, à 1.000, à 10.000 pour les trotskystes, c'est affirmer que le Parti révolutionnaire regroupe autour de son programme une vaste avant-garde.. »

Il est encore temps

LES dirigeants staliniens ont une drôle de façon d'enseigner la théorie. L'article en question n'est qu'un long tissu de faux historiques, de falsifications, de calomnies, d'injures. Il ne nous est malheureusement pas possible, dans les cadres qui nous sont impartis, de répondre à tout. Nous nous réservons d'ailleurs d'y revenir. Pour aujourd'hui, nous prendrons quelques exemples qui montrent jusqu'où sont allés les Fajon et consorts dans la falsification.

Après avoir ainsi introduit le débat, Fajon déverse des tombereaux d'injures et de mensonges. Les trotskystes, « ce sont les agents d'espionnage hitlériens, ce sont eux qui ont organisé l'assassinat de Kirov... de Maxime Gorki... sans parler de l'attentat de Lénine en 1918 ».

PUISQU'IL EN EST ENCORE TEMPS, NOUS SIGNALONS UNE FOIS DE PLUS A FAJON ET A SES AMIS QUE SE TIENT A NUREMBERG UN PROCES OU IL EST FACILE, A L'AIDE DES IMMENSES ARCHIVES RASSEMBLEES, DE FAIRE LA PREUVE DE LA DUPLICITE DE CES AGENTS STIPENDIES DE LA REACTION ! Pourquoi ne font-ils pas, à Nuremberg, « la preuve » que les trotskystes sont les « agents d'Hitler, les assassins de Kirov, Gorki, etc. ? »

Est-il besoin de s'arrêter sur l'attentat de 1918 ? Lénine, lui-même, qui fut clément à l'égard de Fany Kaplan, déclara à maintes reprises que les socialistes révolutionnaires étaient à la source de l'affaire. Fany Kaplan ne s'en cacha d'ailleurs nullement. Mais Fajon est prêt à faire feu de tout bois...

Les bureaucrates récrivent l'histoire

PUIS c'est l'histoire du Parti bolchevik russe, où bien malin qui s'y retrouvera. Toutes les citations de Fajon émanent, comme par hasard, des œuvres complètes de Lénine... Edition russe. *La vérification est difficile... et les falsifications plus aisées. Mais prenons deux exemples entre dix.*

« Au moment de la Révolution de 1905 — écrit Fajon — tandis que Lénine et les bolcheviks s'emploient à réaliser l'alliance de la classe ouvrière et des paysans, condition première de la victoire, Trotsky lance le mot d'ordre criminel de « gouvernement ouvrier », mot d'ordre qui tend à opposer les millions de paysans à la classe ouvrière et qui fait, par conséquent, le jeu de la réaction tsariste. »

Voyons la vérité.

Il n'y a aucune opposition entre les formules employées à l'époque de la Révolution de 1905, par Lénine d'un côté et par Trotsky de l'autre, et le sens que ces grands maîtres du mouvement ouvrier leur donnait.

La Révolution de 1917 a mis fin dans l'action aux polémiques passionnées de l'époque sur les mots d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », d'une part, et « gouvernement ouvrier », de l'autre. Octobre 1917 a démontré que la Révolution ne pouvait être victorieuse que dans la mesure où le prolétariat, représenté par son Parti révolutionnaire, s'emparant du pouvoir, réalise SOUS SA DIRECTION l'union avec les couches pauvres de la paysannerie. L'histoire a ainsi montré que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et de dictature ouvrière, loin de signifier le mépris de la paysannerie ou la rupture avec elle était le meilleur moyen de réaliser l'alliance avec les paysans pauvres.

Partisans de la formule de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et de « gouvernement ouvrier » se retrouvèrent ainsi dans la Révolution d'octobre sur le même terrain.

Il n'y a qu'un bureaucrate gangrené qui puisse, après le verdict de l'histoire, revenir à une polémique que la vie a définitivement tranché.

Et Fajon continue... « Dès le mois de février 1918, alors que la jeune République soviétique avait offert la paix à toutes les puissances du monde, Trotsky fait échouer contre Lénine les pourparlers de Brest-Litovsk. Il fournit aux Allemands le prétexte d'une offensive contre la Russie nouvelle, encore dépourvue de puissance militaire. »

Rétablissons les faits... à l'aide d'un historien dont les dirigeants staliniens ne sauraient mettre la bonne foi en doute : il s'agit de Louis Fischer. Dans « Les Soviets dans les affaires mondiales », ce dernier rapporte : A la séance du 22 janvier du Comité central du Parti bolchevik russe, des désaccords se manifestèrent. Lénine proposait de signer la paix avec l'Allemagne. Trotsky proposait de déclarer la guerre terminée, de démobiliser l'armée, mais de ne pas signer la paix. Une troisième tendance proposait de continuer la guerre pour en faire une guerre révolutionnaire. Lénine appelait la formule de Trotsky ; « Pas de guerre, mais pas de paix, une formule de démonstration politique internationale qu'on ne pouvait se permettre. Mais si « Lénine n'appuyait pas cette politique, il ne s'y opposait pas énergiquement. Il était disposé à la mettre à l'épreuve », déclare Louis Fischer. Le 17 février, les divisions allemandes se mettent en marche. Le C.C. du P.C.R. est à nouveau convoqué. Lénine redéfend sa position. Votèrent pour lui : Trotsky Sverdlov, Sokolnikov, Zinoviev, Staline. Votèrent contre : Boukharine, Joffe, Lomov, etc..., qui se prononcèrent pour la continuation de la guerre. « Lénine avait gagné la victoire, conclut Fischer, en convainquant Trotsky. »

Fajon accuse ensuite Trotsky « d'être entré dans le Parti bolchevik pour le désagréger ». Combien Lénine et tous les dirigeants bolcheviks (il est vrai que parmi eux un seul est resté pur !) ont été aveuglés de lui confier la défense de la jeune République soviétique naissante ! Quelle aberration de lui avoir donné l'organisation de l'Armée rouge !

Mais il est vrai que cette myopie devait également atteindre les dirigeants du Parti communiste français. Fajon a-t-il la mémoire si courte, qu'il a oublié qu'en 1919-1920 l'Humanité *louangeait, à longueur de colonne. « Trotsky, l'organisateur de la victoire, Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge » !*

Pourquoi les « gros canons »

NOUS avons déjà expliqué de multiples fois que le renforcement du P.C.I. inquiète à juste titre les dirigeants staliniens. Après un obscur G. Bernard, c'est Fajon qu'on met en ligne. Les Thorez et les Duclos ne sont pas sans ignorer, en effet, que chaque jour des militants ouvriers quittent le P.C.F. pour rejoindre nos rangs. Ce renforcement n'est pas le fait du hasard. Il est dû d'abord à la valeur révolutionnaire de notre programme. Ensuite au fait que la trahison des dirigeants staliniens, grâce à leur participation gouvernementale aux côtés des de Gaulle et des Bidault, apparait de plus en plus clairement. Ils jouissent certes encore d'un énorme crédit, car ils présentent leur politique de collaboration de classe comme justifiée par la défense de l'U.R.S.S.

Il leur est d'autant plus aisé de conserver ce crédit, car, en tant qu'agent de la bureaucratie soviétique, l'opposition entre l'U.R.S.S. et les divers impérialismes les amène à faire figure d'oppositionnels sur certaines questions.

Il n'en reste pas moins que la politique de collaboration de classe a sa propre logique. Elle entraine les partis staliniens à sacrifier à cette collaboration les intérêts les plus directs de la classe ouvrière internationale.

La politique de collaboration de classes couronnée en 1934 avec les Fronts populaires, brièvement interrompue en 1939-1940 par le Pacte germano-soviétique, est devenue la véritable charte du stalinisme. Refusant de s'appuyer sur les masses, les dirigeants staliniens ont tourné définitivement le dos à la Révolution prolétarienne. Les calomnies et les falsifications ne changeront rien à la marche de l'histoire. C'est là le gage le plus sûr de notre victoire.

Michèle MESTRE.

DU MONDE ENTIER

Nouvelle provocation impérialiste en Palestine

(Correspondance spéciale par T. CLIFF)

Jérusalem, 8 juillet 1946.

CES derniers mois ont témoigné du commencement d'un nouveau chapitre dans l'évolution de la politique impérialiste en Palestine

DESARMEMENT, PILLAGE ET ARRESTATIONS MASSIVES

Pendant de longues années, l'impérialisme britannique mena une politique d'oppression en Palestine. Durant les révoltes de 1936-1939, des milliers d'Arabes furent massacrés et des dizaines de milliers emprisonnés, à tel point qu'un adulte sur cinq ou six passait quelque temps en prison à cette époque. Des villages entiers furent balayés par les bombardements. Un quartier entier de Jaffa fut évacué et bombardé sans qu'on ait laissé la moindre chance aux habitants d'emporter leur mobilier. L'armée, lorsqu'elle pénétrait dans un village accusé de participation aux luttes militaires, avait l'habitude de fusiller quelques jeunes hommes du village pour faire un exemple.

On bâtit des camps spéciaux de travail forcé (les carrières de Nur es Shams eurent leur célébrité toute particulière), dans lesquels les conditions de vie et de travail étaient atroces.

En ce moment, des actions semblables sont dirigées, peut-être avec moins de brutalité, contre la population juive du pays. Plus de 2.000 paysans juifs ont été internés sans jugement et le pillage et autres genres de provocations sont devenus choses courantes.

LA POLITIQUE IMPERIALISTE CONSISTE A PROVOQUER DES HEURTS ENTRE LES DIVERSES NATIONALITES

Pendant des années, les efforts de l'impérialisme consistèrent à diriger la colère des masses arabes contre la population juive du pays. Dans ce but, on soutint la politique d'expansion sioniste, politique qui dépossédait les Arabes de leurs terres, provoquait le chômage des ouvriers arabes, et fortifiait la forteresse sioniste tendant à établir un Etat juif en Palestine. Le soutien de l'impérialisme envers le sionisme tend à deux buts : l'un, avoir une puissance sur laquelle s'appuyer, puissance qui, à chaque révolte des Arabes du Proche-Orient, soit une alliée fidèle contre ces derniers ; l'autre, se servir du sionisme comme d'un moyen d'orienter la colère des masses arabes opprimées en dehors de l'impérialisme lui-même et dans un chemin de traverse : les heurts sanglants avec les Juifs. Mais pour que le sionisme fasse tampon entre les masses arabes et l'impérialisme, il est avant tout essentiel que la masse de la population juive reste relativement faible numériquement, de telle sorte qu'elle sente que son sort dépend essentiellement de la bonne volonté de l'impérialisme, et qu'elle ne devienne pas un facteur indépendant, et deuxièmement que les masses arabes croient que c'est seulement à cause du patronage de l'impérialisme que ce facteur ne se soit pas renforcé et ne les élimine pas encore plus de leurs positions. En d'autres termes : entre les maîtres impérialistes et leurs valets sionistes, il y a à la fois des intérêts communs et des intérêts contradictoires. Le sionisme désire un fort état capitaliste juif, que l'impérialisme, quoiqu'il désire effectivement une société capitaliste juive, veut que cette société capitaliste juive soit repliée sur elle-même et soit entourée par la haine des masses coloniales, et n'a absolument aucun intérêt à ce que le sionisme devienne un facteur trop puissant.

La situation actuelle en Palestine et dans le Proche-Orient est telle que l'impérialisme n'est pas sûr du tout que la délivrance de 100.000 certificats d'entrée serait suffisante pour détourner la colère des masses arabes de lui-même et l'orienter sur les Juifs. Le mot d'ordre central des masses arabes en Egypte, Syrie, Liban, Irak et Palestine est l'évacuation des armées impérialistes. Dans ces circonstances, la délivrance de 100.000 certificats d'entrée et la concentration de troupes anglaises en Palestine serait une manœuvre trop claire pour que les masses arabes se détournent de leur demande d'évacuation des armées impérialistes. En conséquence, l'impérialisme tente d'atteindre le même but par une tactique opposée : concentrer les troupes en Palestine sous prétexte de défendre les Arabes contre le sionisme, de désarmer les Juifs, etc... Les Juifs étant ainsi affaiblis, l'impérialisme espère arriver à provoquer des heurts violents entre les Arabes et les Juifs dans l'ensemble du Proche-Orient. (Nous ne serions d'ailleurs pas surpris si cette attaque contre les Juifs n'était qu'un prélude à la délivrance de 100.000 autorisations d'entrée.)

LES SIONISTES JOUENT LE ROLE DE PARTENAIRES DANS CETTE PROVOCATION

Dans cette incitation à la haine nationale, l'impérialisme est complètement appuyé par le mouvement sioniste, en dépit des frictions existantes entre les deux. Par exemple, ces jours derniers, un piquet de quelques vingtaines de sionistes s'est posté à l'entrée du marché arabe, près de Tel Aviv, pour empêcher les Juifs d'acheter les produits arabes. Molester les Arabes, jeter du pétrole sur les marchandises des fellahs qui osent offrir leurs denrées à des clients juifs, et des actes du même genre sont choses quotidiennes. La demande sioniste d'un Etat juif ne sert qu'à jeter de l'huile sur le feu de la provocation impérialiste. Le fait que la terreur sioniste n'est pas du tout menée dans le but d'expulser l'impérialisme, mais uniquement pour faire une nouvelle alliance avec lui qui donnerait de meilleurs avantages au pertenaire du second rang, est une chose qui saute aux yeux de qui suit de près la politique sioniste en Palestine. M. Sheh, membre de l'Agence exécutive juive, que l'armée voulut arrêter il y a quelques jours, mais ne put trouver à la maison, déclara : « La population juive de Palestine n'a pas l'intention d'expulser les Britanniques de ce pays et de devenir leurs héritiers. Nous ne voyons de contradiction d'aucune sorte entre une immigration massive, un Etat juif et une forte puissance britannique dans le pays. Au contraire, nous devons considérer cette perspective favorablement. » (« A propos des raisons de la crise », Ha'aretz, 26-10-45, en hébreu.)

Même après les dernières arrestations, les leaders sionistes continuent dans la même orientation. Le 4 juillet 1946, le Bureau de l'Agence juive à Jérusalem fit la déclaration suivante : se défendre ; mais cela ne signifie pas qu'ils soient contre le maintien d'une armée anglaise en Palestine pour préserver les justes intérêts (sic. T.C.) de l'Empire britannique. » Ainsi, au moment même où l'ensemble du monde arabe du Proche et du Moyen-Orient s'agite et alors que son mot d'ordre central est « Evacuation des troupes britanniques de tous les pays d'Orient », les sionistes sont prêts à soutenir leur maintien dans le pays.

Au moment même où l'impérialisme britannique a intérêt à provoquer la haine raciale, les sionistes, en luttant pour les produits juifs, pour une main-d'œuvre juive, pour un Etat juif, aident et favorisent la provocation impérialiste dont les victimes seront aussi bien les masses juives que les masses arabes.

A côté des sionistes qui aident l'impérialisme à porter le masque de la défense des Arabes contre les Juifs, un autre facteur important aide la même politique impérialiste : la direction féodale, semi-bourgeoise, arabe.

(A Suivre.)

La crise ministérielle en Belgique

LA septième crise ministérielle depuis la « Libération », qui vient d'éclater il y a quatre semaines n'est pas encore résolue. C'est dire la profonde crise de régime qui ébranle le pays actuellement. La tactique de la bourgeoisie belge est essentiellement la même que celle de la bourgoisie française : user les partis ouvriers par l'exercice du pouvoir,

Le rôle du parti socialiste chrétien

Ce qui est pourtant différent dans la situation belge par rapport à la situation française, c'est le fait que le M. R. P. belge, qui s'appelle le parti social chrétien (P.S.C.) ne fait pas partie de la coalition gouvernementale ; celle-ci groupe le P.S., le P.C. et le parti libéral en pleine dissolution, comparable plutôt au parti radical français. La position de la bourgeoisie en est d'autant plus forte puisque, à la fois, les partis ouvriers ont à supporter toute la responsabilité de la politique gouvernementale (blocage des salaires, mesures sévères contre les petits paysans et petits commerçants, etc.), et, en même temps, le plus puissant parti bourgeois qui a déjà remporté aux élections récentes plus de 45 % des voix se trouve dans l'opposition et récolte tous les fruits de l'impopulaire politique de Van Acker.

La bourgeoisie refuse la responsabilité du pouvoir

C'est dans la lumière de ces faits qu'il faut comprendre ce qui vient de se passer. Le gouvernement Van Acker n'a pas du tout été renversé par l'opposition; sa chute semble l'effet du hasard, ou plutôt de la majorité extrêmement étroite de la « coalition des gauches » au Sénat (majorité d'une voix) qui mettait le cabinet à l'affût du moindre incident.

Pourtant les raisons profondes de la chute de Van Acker se trouvent ailleurs. Elles se trouvent à la fois dans la réticence des libéraux de participer encore à un gouvernement de coalition « de gauche », parce qu'ils sentent très bien que de cette façon le P.S.C. va attirer les dernières couches moyennes qu'ils influencent encore, et dans la réticence de Van Acker et de la droite du P.S. de continuer à gouverner « au jour le jour » avec une majorité « trop étroite » pour une « politique constructive », c'est-à-dire pour une reconstruction conséquente du capitalisme.

Crise dans le parti socialiste

Il s'ensuit que Van Acker, immédiatement après l'éclatement de la crise, s'est engagé résolument dans la voie d'une coalition avec le P.S.C., soit sous forme d'un gouvernement bi-parti, soit sous forme d'un gouvernement quadri-parti. Les catholiques étaient prêts à marcher : ils avaient abandonné la plupart de leurs revendications, entre autres celle prévoyant un retour immédiat de Léopold III. Si la « combine » a quand même échoué, c'est à la suite de l'opposition farouche de la part de la majorité du P.S.

Il faut voir dans cette opposition deux facteurs : il y a, d'une part, la peur des bureaucrates de se voir supplantés complètement par le P.C., repoussé dans l'opposition; ces bureaucrates sont politiquement tout à fait d'accord avec Van Acker mais ne veulent pas de gouvernement sans le P.C. Il y a, d'autre part, une violente et saine réaction à la base. Quand Van Acker, dans une interview à toute la presse, s'opposait publiquement à la position que son parti avait prise (pas de coalition avec le P.S.C. !) toute une série de fédérations du P.S. votèrent des résolutions désavouant sévèrement la désertion de fait de l'ex-Premier. Leur voix se fit entendre au conseil général du P.S.B., où elle était en discordance étrange avec celle de la masse des bureaucrates qui, tout en « n'étant pas d'accord » avec Van Acker, traitait le déserteur avec déférence et respect. Combien profonde est leur évolution ; cela est indiqué par le fait que plusieurs de ces fédérations ont même voté pour exclure toute possibilité de coalition avec n'importe quel parti bourgeois, et pour un retour à l'opposition. Ces fédérations expriment une pensée foncièrement juste : que la bourgeoisie prenne elle-même la responsabilité de la sale besogne qu'elle prépare, entre autres de la dévaluation ! Les trotzkystes y ajoutent : « Militants socialistes, communistes, syndicalistes déplaçons la lutte vers les usines, déclenchons la grève générale et à travers la victoire que nous remporterons sur le patronat, imposons à la bourgeoisie tout entière un gouvernement P.S.-P.C.-F.G.T.B. appuyé et contrôlé par les masses ! »

E. GERMAIN.

Les massacres continuent en Indochine

Au moment où les négociations franco-vietnamiennes se poursuivent à Fontainebleau et où tous les efforts sont déployés de part et d'autre pour aboutir à un accord et réaliser l'amitié des deux peuples, les hostilités continuent dans le sud du Viet-Nam et sur les plateaux moïs et la répression s'abat avec une nouvelle rigueur sur les tirailleurs et travailleurs vietnamiens en France.

Les travailleurs vietnamiens, émus par cette situation confuse et contradictoire, demandent :

1° que les hostilités cessent immédiatement dans le sud du Viet-Nam et sur les plateaux moïs;

2° que le Nambo soit rendu au Viet-Nam;

3° que les tirailleurs et travailleurs emprisonnés en France, en Afrique du Nord et à Madagascar, soient amnistiés inconditionnellement.

A Marseille, le 27 juillet 1946.
Les Délégués de la 73e Comp.

Signatures du télégramme vietnamien de protestations :
12e compagnie vietnamienne à Marseille.
35e compagnie vietnamienne à Moulins (Allier).
52e compagnie vietnamienne à Toulouse.
Soldats à Gradignan.
50e compagnie vietnamienne à Paris.
60e compagnie vietnamienne, cité France-Rayonne, à Roanne (Loire).
20e et 29e compagnies vietnamiennes à Montauban.

La situation dans l'armée rouge

LES faits suivants sur la situation existant dans l'armée rouge ont été largement publiés dans la presse bourgeoise suisse. Ce qui suit est extrait de l'un de ces journaux « L'Armée et le Peuple ».

Les recrues sont soumises à l'entraînement militaire pendant deux ans dans les écoles militaires des seize républiques soviétiques. Pendant les six premiers mois on leur apprend seulement à saluer et à suivre un entraînement physique. On les entraîne dans une école spéciale où on leur apprend les lois de la discipline militaire en général. On ne commence vraiment à leur inculquer le maniement des armes qu'à partir des six mois suivants où on ne leur apprend l'entraînement pratique et plus tard la théorie. Pendant les six premiers mois la recrue ne jouit d'aucune permission.

L' « entraînement militaire » est employé largement, sur le modèle de l'entraînement prussien. Le soldat russe doit être capable de ne pas bouger pendant une heure et demie de « garde à vous ». On peut citer un autre exemple d'autres méthodes d'entraînement employées d'après la réponse d'un officier russe auquel on demandait son avis sur la discipline dans l'armée suisse. Il répondit : « Nous le ferions recommencer vingt-cinq fois devant tout le monde si un soldat russe saluait comme le fait un soldat suisse... » En Russie, comme c'était la règle dans l'armée allemande, les sous-officiers sont salués par les soldats du rang.

Lorsqu'un subalterne doit s'adresser à un officier, le code militaire russe exige que : *a*) il fasse trois pas « stechschritt » (une forme de pas de l'oie, *b*) qu'il se tienne ensuite au garde à vous, *c*) qu'il fasse son rapport à partir du moment où l'officier commande « repos », après quoi un demi-tour à gauche (quiconque se trompe en tournant sur la droite est l'objet d'un sévère rappel à l'ordre ou d'une sanction). Après quoi le soldat sort en faisant trois stechsritten. Lorsqu'un subalterne et un officier se rencontrent le subalterne doit marcher « stechsritten » à cinq mètres de distance et saluer en tournant la tête. La main gauche doit se tenir le long du pantalon. Dans les villes de garnison des patrouilles spéciales contrôlent les saluts. Ces règles s'appliquent aussi aux officiers, les inférieurs saluant les supérieurs, etc.

Lorsque les soldats et officiers quittent l'armée ils doivent rendre tout leur équipement. En permission, la baïonnette et toutes les armes doivent être laissées ; seuls les officiers ont le droit de porter un revolver. L'officier peut aussi porter un vêtement civil : ce que le soldat ne peut faire qu'après deux ans de service.

Les officiers et sous-officiers quittent l'école d'entraînement pour recrues au bout de quatre mois et subissent un entraînement spécial pendant trois ans. Toute forme de fraternisation entre les officiers et les hommes de troupe sont formellement interdites. Seulement dans les cas spéciaux, lorsque l'un est un ami personnel d'un membre du parti communiste, il est permis de se tutoyer — chose qui existait dans l'armée rouge dans sa première période révolutionnaire.

Environ dix pour cent des sous-officiers sont membres du parti. 90 % des officiers de l'armée rouge sont membre du parti. Le commissaire politique à l'ancienne manière a été supprimé. Auparavant il avait le même grade et la même responsabilité que l'officier commandant l'armée. Aujourd'hui le commissaire politique est maintenu sous la forme d'un adjudant adjoint au commandant en chef et placé sous ses ordres. Cet adjudant est responsable de l'éducation des troupes dans le domaine politique et culturel. Il a à peu près les fonctions de l'officier chargé de l'enseignement dans les armées bourgeoises en général.

Comparaisons des soldes
(en roubles, par mois)

Soldat d'infanterie	10
Caporal	100
Sous-lieutenant	650
Lieutenant	800 à 900
Major	1.200
Commandant	2.500
Général de brigade	3.500
Soldat d'artillerie	15
Bombardier	150
Lieutenant d'artillerie	750
Capitaine	1.000
Officier supérieur	1.500 à 2.000
Général	3.000

Telles sont les soldes normales en temps de paix. On doit ajouter que, maintenant, les soldes d'officiers sont exemptes de taxes, et que les officiers ont droit, d'après une loi récemment promulguée, à des « ordonnances » permanents.

Les faits ci-dessus n'ont jamais fait l'objet de réponse ou de démenti de la part des dirigeants staliniens, bien qu'ils aient été rendus publics depuis plusieurs mois.

De nombreuses conclusions limpides peuvent être tirées de ces faits, mais l'espace ne nous permet pas de le faire ici. Notons cependant que ces faits démontrent la croissance extraordinaire de la caste militaire qui a introduit le code militaire le plus réactionnaire qui soit. Le fait qu'on ait réduit Joukov à un commandement d'ordre secondaire est une indication du conflit existant entre la caste toute-puissante des officiers (qui eut sa liberté de mouvement pendant les années de guerre) et les autres forces — en particulier la bureaucratie — au sein de l'Etat russe.

1er AOUT 1914 : DÉCLARATION DE LA GUERRE

JAURES la classe ouvrière et la guerre impérialiste

LE 31 juillet 1914, Jaurès était assassiné. Le 1er août, la mobilisation générale était proclamée par le gouvernement français. Le 3 août, la guerre commençait entre la France et l'Allemagne.

Depuis la Ire Internationale, le mouvement ouvrier avait, à maintes reprises, affirmé sa solidarité au delà de toutes les frontières et sa volonté de se refuser aux tueries impérialistes.

En 1867, le Congrès de Lausanne (Ire Internationale) proclamait : « Il ne suffit pas de supprimer les armées permanentes pour en finir avec les guerres, mais une transformation de tout l'ordre social est à cette fin également nécessaire. » La même année, au Congrès de Bruxelles, l'Internationale recommande tout particulièrement aux ouvriers de cesser le travail dans leur pays

en cas de guerre. L'année suivante, le Conseil général de la Ire Internationale déclarait : « Les bases de la Société doivent être dans la fraternité des travailleurs, libérés des mesquines rivalités nationales. Le travail n'a pas de patrie. »

En 1889, le premier Congrès de la IIe Internationale demandait la substitution des milices populaires aux armées permanentes.

En 1891, le Congrès de Bruxelles : « considérant que la situation de l'Europe devient chaque année plus menaçante... considérant les campagnes chauvines des classes dirigeantes, invite tous les travailleurs à protester, par une agitation incessante, contre toutes les tentatives de guerre et... déclare que la responsabilité des guerres retombe en tout cas sur les classes dirigeantes. »

Le Congrès de Zurich, en 1896, le Congrès de Paris, en 1900, donnent l'ordre aux partis socialistes, à leurs députés, au parlement de voter contre les crédits militaires.

En 1907, le Congrès de Stuttgart proclame : « Si la guerre éclate pourtant, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et tirer parti de toute façon de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter par la même la chute de la domination capitaliste. »

Le Congrès de Copenhague, en 1910, rappelle encore aux députés socialistes leur « devoir invariable de refuser les crédits de guerre ».

En novembre 1912, le Congrès de Bâle au sujet de la guerre des Balkans, déclare: « Que les gouvernements n'oublient pas que la guerre franco-allemande a provoqué l'éruption révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces révolutionnaires des peuples de la Russie. Les prolétaires considèrent comme un crime de se tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes, les rivalités dynastiques et les traités diplomatiques secrets. »

La trahison

Ainsi, la position du mouvement socialiste international n'avait pas varié. Jusqu'à la veille de la guerre de 1914, la bourgeoisie trembla de voir les prolétaires de tous les pays se dresser contre elle et refuser de s'entretuer. Et, cependant, on vit, en 1914, les hommes qui avaient la confiance des masses envoyer celles-ci à l'abattoir. Des chefs socialistes, des théoriciens marxistes, un Jules Guesde, un Edouard Vaillant en France, un Scheidman en Allemagne, un Plékhanov en Russie devinrent tout à coup des suppôts chauvins de leur bourgeoisie nationale, trahissant la confiance des prolétaires.

Le 31 juillet, au Café du Croissant, Jaurès est assassiné. La réaction vient de faire disparaître une grande figure du mouvement ouvrier français. Viviani, président du gouvernement, fait afficher sur les murs de Paris : « Un abominable attentat vient d'être commis. Je me découvre personnellement au nom de mes collègues devant la tombe si tôt ouverte du républicain socialiste qui a lutté pour de si nobles causes et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu l'action patriotique du gouvernement. » Le lendemain la mobilisation générale est décrétée. La bourgeoisie française, forte de la capitulation du parti socialiste, entraîne la classe ouvrière dans une guerre qui va lui coûter 1 million 800.000 hommes.

Jaurès aurait-il été avec les réformistes ?

Jaurès, en face de la trahison des autres, aurait-il pu être le leader de l'internationalisme prolétarien ? Certainement pas. Le génie de Jaurès, l'attachement de la classe ouvrière à sa personnalité ne doivent pas faire oublier sa confusion doctrinale en ce qui concerne la question de la patrie et de la défense nationale en particulier.

« Le prolétariat, écrit-il, dans L'Armée Nouvelle, n'est pas hors de la patrie. Quand le manifeste communiste de Marx et d'Engels prononçait en 1847 la fameuse phrase si souvent répétée et exploitée en tous sens : « Les ouvriers n'ont pas de patrie » ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale et d'ailleurs malencontreuse à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient les communistes comme destructeurs de la patrie. « La patrie n'est pas une idée épuisée, c'est une idée qui se transforme et s'agrandit. Se révolter contre le despotisme des rois, contre la tyrannie du patronat et du capital et subir passivement le joug de la conquête, la domination du militarisme étranger, ce serait une contradiction si puérile, si misérable qu'elle serait emportée à la première alerte par toutes les forces soulevées de l'instinct et de la raison. »

Aussi, loin de lutter contre l'armée capitaliste, se contentait-il de réclamer, comme les staliniens aujourd'hui, sa démocratisation afin qu'elle devienne une armée au service de la nation, au-dessus des classes.

Les positions utopiques et antimarxistes de Jaurès sur ces questions contenaient donc en germe toute la position sociale-chauvine adoptée par les différentes sections de la IIe Internationale pendant la guerre de 1914-1918. Cependant, Jaurès fut assassiné par un agent de la bourgeoisie réactionnaire française. Il le fut parce que jusqu'au dernier moment il s'efforça d'empêcher la guerre. Le 25 juillet, il avait fait entendre un cri d'alarme à la suite de la crise austro-serbe. Il se dépensa pour empêcher le gouvernement d'entrer en guerre à la suite de la Russie, mais en lui faisant confiance, ce qui contribua à endormir la vigilance des ouvriers. « La France est-elle vassale de la Russie ? Va-t-elle se laisser entraîner par elle dans la guerre ? » disait-il à Malvy dans les couloirs de la Chambre. Et au Quai d'Orsay, il affirmait au sous-secrétaire d'Etat Abel Ferry : « Nous

continuerons notre campagne contre la guerre », s'attirant cette réponse : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue. » Jaurès fut en effet tué parce que, jusqu'à la dernière minute, il n'avait pas désespéré d'empêcher la guerre. A ce titre, il mérite le respect et l'admiration que les masses travailleuses lui ont témoignés, en dépit de ses positions qui auraient fait de lui, plus sûrement que d'un Jules Guesde ou d'un Edouard Vaillant, un socialiste-patriote français pendant la guerre de 1914-1918.

La voix de l'internationalisme n'était pas morte

La trahison des chefs poussa les masses à la tuerie. Tout semblait perdu pour le mouvement ouvrier. L'internationalisme prolétarien, qui devait susciter de si immenses espoirs, s'effondrait, faisant place à l'abjection du chauvinisme. Et, pourtant, à travers le monde, de petits groupes de révolutionnaires n'avaient pas perdu confiance. A la tribune du Reichstag retentissait la grande voix de Liebnecht : « L'ennemi principal est dans notre pays. » A Zimmerwald, à Kienthal, des socialistes des pays en guerre se réunissaient. Rosmer et Monatte, en France, Liebnecht et Rosa

(Dessin de Masereel)

Luxembourg, en Allemagne, Lénine et Trotsky dans l'émigration russe, préparaient le renouveau du mouvement ouvrier. Bientôt le coup de tonnerre de la révolution russe triomphante devait ébranler le monde.

J. GUERIN.

A LA CONSTITUANTE

Au « Parlement fantôme »

DÉMOCRATIE EXANGUE

Le terme que Trotsky appliquait à la République espagnole de 1931 s'applique parfaitement à la IVe République Française. Le parlement lui-même a perdu le contrôle du gouvernement. Les partis bourgeois n'ont qu'une idée, patiemment poursuivie : se débarrasser le plus vite possible des dernières libertés démocratiques, instaurer un « pouvoir fort » et incontrôlé.

A deux reprises, à trois jours d'intervalles, le M.R.P., par la bouche de M. André Colin, secrétaire d'Etat à l'Information, a montré le vrai visage du M.R.P. : celui d'un parti bourgeois autoritaire.

« La déclaration ministérielle a limité le travail de l'Assemblée »

Le 23 juillet, à propos de la fixation des dates de diverses interpellations, M. André Colin disait : « La déclaration ministérielle a limité le travail de l'Assemblée à l'élaboration de la Constitution ». Il y eut des protestations. Mais si extraordinaire que cela puisse paraître, ces protestations ne venaient pas de la gauche ouvrière.

C'est Pierre Bourdan, député U.D.S.R. et chroniqueur du Figaro qui dit : « Cette Chambre est peu à peu réduite au rôle de Chambre d'enregistrement!» Il remarqua que ni les négociations avec le Viet-Nam, ni la politique extérieure française, ni la question des salaires n'étaient soumises à la discussion de ce « parlement fantôme ». Bien sûr, M. Pierre Bourdan, porte-parole de la petite bourgeoisie gaulliste, qui rata de peu un portefeuille dans le présent gouvernement, n'est pas homme à rendre un peu de sang à la démocratie.

M. de Moro-Giafferri, au nom des radicaux, éleva une protestation aussi grandiloquente qu'impuissante. Il disait pourtant vrai en lançant : « Si quelqu'un ici, méprisant nos libertés publiques, voulait s'attacher à discréditer le régime parlementaire, il ne pouvait choisir meilleure méthode. »

Le M.R.P., parti de la fidélité à de Gaulle — lui-même de plus en plus fidèle aux idées de l'Action française où il fit ses premières armes politiques — a entrepris d'amoindrir systématiquement et finalement de discréditer les derniers restes de démocratie parlementaire. Il est aidé par le silence des deux grands partis ouvriers qui sont associés à son gouvernement.

La « soupape de sécurité »

Le Troquer, intervenant dans ce débat, a démontré qu'en réalité sur cette question, le parti socialiste est plus cynique qu'un Pierre Bourdan ou qu'un de Moro-Giafferi. « Il est nécessaire, disait-il, que la vie gouvernementale et celle de l'Etat soient contrôlées par l'Assemblée. » Mais il ajoutait aussitôt : « Les discussions d'interpellations constituent pour la vie gouvernementale des soupapes de sécurité nécessaires. » *Voilà en vérité le rôle assigné par les socialistes au parlement : celui d'une* soupape de sécurité. *Et voilà du même coup donnée une explication de la fameuse théorie de la « stabilité gouvernementale ». Malgré sa corruption, le parlement de la IIIe République renversait les gouvernements. Aujourd'hui il assure leur stabilité en leur servant de soupape de sécurité. Si un progrès est intervenu de la IIIe à la IVe République, ce n'est pas dans le sens d'une plus grande démocratie.*

Il fallait voter « non »

Pascal Copeau lançait dans le même débat et à l'adresse de Pierre Bourdan : « Il fallait voter « Non » le 21 octobre!» Ce fut la seule réaction communiste — si l'on peut dire. Bien sur, Pascal Copeau. Mais les libertés démocratiques ne sont pas choses qui se jouent aux dés dans un referendum. Les vrais communistes les défendent d'autant plus, et chaque jour, que la réaction veut les supprimer. Ils protestent contre toute atteinte au moindre des éléments de la démocratie — fut-elle bourgeoise — quand c'est la réaction qui veut le supprimer.

« Le pays unanime derrière le gouvernement »

Le 26 juillet, la même scène s'est reproduite. M. Jacques Baumel (U.D.S.R.) demande à interpeller le gouvernement sur sa politique à l'égard de l'Allemagne. André Colin répond : « Le gouvernement a fixé sa position et le pays unanime s'est rangé derrière lui. »

C'est Claudius Petit de l'U.D.S.R. qui réagit : « Comment le savez-vous ? », demande-t-il à M. Colin. « Sommes-nous, oui ou non, les représentants du pays ? Nous n'avons jamais été consultés, vous ne pouvez donc pas connaître l'opinion du pays. »

Personne d'autre de protesta.

Le pays unanime derrière le gouvernement ? n'est-ce pas la définition même que tous les gouvernements antidémocratiques, bonapartistes, autoritaires ont toujours donnée ? Pour ne pas être méchant et ne pas parler de Hitler, car Hitler aussi avait un Reichstag et des plébiscites.

Max GEOFFROY.

LA LAICITE EN PERIL

DEPUIS les décrets de la Convention des 18 septembre 1794 et 21 février 1795 qui décidaient que la République ne paierait plus les frais et les salaires d'aucun culte, une longue tradition de laïcisme s'est établie en France. La laïcité, au même titre que la séparation des Eglises et de l'Etat semble un principe solidement établi, qui ne saurait être remis en question.

Cependant, nous assistons actuellement à une offensive habilement menée par l'église catholique, tendant, sous prétexte de « liberté de conscience » et de « droit de la famille », à mettre en péril la neutralité religieuse de l'enseignement.

On sait que le régime de Pétain, bonapartiste réactionnaire et sénile, rendit à l'Eglise quelques-uns des avantages qu'elle avait perdus auparavant. Les écoles catholiques dites « libres » furent subventionnées. Les Congrégations eurent le droit d'enseigner. Aux emplois du temps scolaires figurèrent les heures de catéchisme. Les aumôniers pénétrèrent dans les établissements d'enseignement secondaire. Aussi les prélats catholiques soutinrent-ils le gouvernement de Vichy qu'ils considèrent, à juste titre, comme le gouvernement du retour à leur conception de l'Etat et du monde. Il était permis d'espérer que l'effondrement du vichysme allait entraîner *ipso facto* l'effondrement de ses lois favorisant le cléricalisme. Mais l'Eglise avait plus d'un tour dans son sac. Mayol de Lupé et Suhard avaient joué la carte collaborationniste; d'autres catholiques, ceux du M. R. P., entre autres, avaient joué la carte gaulliste. Sans même avoir besoin de liquider les premiers (le cardinal Suhard, qui reçut Pétain à Notre-Dame, est toujours archevêque de Paris) on pouvait mettre en avant les derniers. C'est ainsi que le retour pur et simple au régime scolaire de 1939 se heurta à la résistance acharnée de l'un des trois grands partis gouvernementaux, le M. R. P.

L'Eglise, en effet, n'avait jamais accepté la laïcité de l'enseignement de gaieté de cœur. Elle a toujours entendu exercer son emprise sur la jeunesse et la former à son image. En 1943, Mgr Bornet, évêque auxiliaire de Lyon, avait écrit dans « La position de l'église devant le problème de l'école » : « Depuis une cinquantaine d'années, le principal obstacle à la paix sur le terrain scolaire, entre l'Eglise et l'Etat — peut-être faudrait-il ajouter et l'université — a été l'équivoque du laïcisme. ». Et après la libération, quelques jours avant le vote de l'Assemblée constituante qui devait repousser l'insertion du principe de la liberté de l'enseignement dans la Constitution, les archevêques et cardinaux de France déclaraient : « La liberté d'enseignement reconnue doit recevoir un statut qui n'en laisse pas l'usage illusoire ou réservé aux seules familles favorisées par la richesse. ».

Ainsi quel que soit le régime en France, la position de l'Eglise n'a pas varié. Le clergé français n'a fait d'ailleurs qu'appliquer les directives des papes, qui n'ont cessé de s'élever contre la liberté de conscience et la neutralité religieuse de l'Etat.

Cette offensive cléricale a porté ses fruits. Engagés dans leur politique d'alliance et de collaboration gouvernementale avec le M. R. P., les partis socialiste et communiste n'ont pas su la réduire à néant. Aussi, si les subventions accordées par Vichy aux écoles libres ont été officiellement supprimées, elles ne continuent pas moins d'être versées à l'enseignement technique privé, aux œuvres catholiques d'éducation physique, aux mouvements de jeunesse et, sous forme de bourses, aux établissements d'enseignement libre. (En Tunisie, le Protectorat continue de subventionner directement les écoles confessionnelles). Les aumôniers pénètrent toujours dans les établissements d'enseignement secondaire ; à l'école normale de jeunes filles de Nice, l'aumônier catholique continue ses visites comme sous Vichy.

Partout le clergé mène une propagande active pour gagner la jeunesse. Dans la banlieue sud-ouest de Paris, on a vu des tracts invitant les enfants à suivre des cours destinés à « apporter des compléments indispensables aux cours d'histoire fait par leur maître ». Dans telle commune de la région parisienne, les fillettes catholiques sont chargées par le prêtre de distribuer des images pieuses et des médailles à leurs compagnes incroyantes; dans telle autre, on refuse un enfant au catéchisme parce qu'il fréquente le patronage laïque.

Mais c'est surtout dans l'ouest et dans l'est de la France que la pression antilaïque du clergé se fait sentir.

Dans l'ouest, ce sont non seulement les prêtres qui refusent les sacrements aux parents qui envoient leurs enfants à l'école laïque, mais aussi les châtelains, les propriétaires fonciers, qui exigent des parents qu'ils fassent inscrire leurs enfants à l'école libre. Ainsi, le succès de l'école confessionnelle dans cette région est fonction, non du libre choix des parents, comme le prétend le clergé, mais des rapports de classe au village.

En Alsace-Lorraine, la situation est tout à fait spéciale. Jamais les lois laïques françaises n'ont été appliquées. Les écoles primaires sont confessionnelles (catholiques, protestantes ou juives), les écoles normales également (il n'y a pas d'écoles normales juives : les Juifs doivent se faire admettre soit à l'école normale catholique, soit à l'Ecole normale protestante). L'instituteur est tenu d'enseigner la religion, sous la direction du curé, du pasteur ou du rabbin. Les parents peuvent dispenser leurs enfants du cours de religion en en faisant la demande écrite; les maîtres, eux, ne peuvent être dispensés de donner le cours de religion. Pas d'école normale, pas de poste d'instituteur pour le libre penseur.

On le voit, l'importance de cette offensive du catholicisme, pour reconquérir ce que la bourgeoisie dans sa phase ascendante lui avait enlevé, est grande. Il ne s'agit pas de hausser les épaules devant les prétentions de l'Eglise. Il s'agit pour le prolétariat de relever le défi, et de lutter contre le cléricalisme, aujourd'hui auxiliaire de la bourgeoisie contre-révolutionnaire comme il fut autrefois celui du féodalisme contre la bourgeoisie. Face aux deux plus grands partis bourgeois, M. R. P. et P. R. L. qui soutiennent les revendications cléricales, face à l'esprit de conciliation et capitulation, sous couvert d'union nationale, du P. S. et du P. C., il importe que les ouvriers révolutionnaires opposent au cléricalisme le barrage contre lequel ses efforts viendront se briser...

(*A suivre*)

J. GALLIENNE.

L'ÉMULE DE MAURRAS

Suite de l'éditorial

Ainsi, le général de Gaulle, l'ancien élève des Jésuites, l'ancien membre de l'Action française, se montre le digne émule de ses maîtres : Ignace de Loyola et Charles Maurras.

NOUS disions encore pendant la clandestinité que s'il faut combattre à mort Pétain, laquais de l'impérialisme allemand et de Hitler, il ne faut pas se faire la moindre illusion sur celui qui se propose de prendre la place, à savoir le général de Gaulle, le laquais de la City et de Wall Street.

Nous avons été les seuls à combattre le mythe du « démocrate » de Gaulle, du général « républicain », de l' « ami » de la classe ouvrière et de l'U.R.S.S.

Nous avons été les seuls à dire que, tôt ou tard, on s'apercevra que de Gaulle ne représente qu'une des variantes de la réaction française.

Le chef de la D.G.E.R., le protecteur des cagoulards, l'ami du P.R.L. et du M.R.P., le candidat dictateur de Gaulle a justifié pleinement notre diagnostic.

Ceux qui, comme les réformistes et les staliniens, ont contribué de leur propre volonté à forger l'autorité de ce candidat à la dictature sont encore aujourd'hui impuissants à le combattre de front. Comme sur le terrain de la politique intérieure, sur le terrain de la politique extérieure, les dirigeants staliniens et les réformistes, prisonniers de leur politique chauvine et réactionnaire du dépeçage de l'Allemagne, et de la mise en esclavage du peuple allemand, sont impuissants à répondre avec violence au disciple de Maurras.

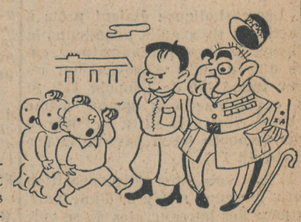
Seul, le P.C.I., en raison de son attitude antérieure, peut, encore une fois, se trouver à la pointe de la lutte contre la réaction et contre son héraut de Gaulle, l'apprenti dictateur.

NOS MOTS D'ORDRE FONT LEUR CHEMIN

Au congrès des instituteurs l'échelle mobile l'emporte

NOUS sommes au dernier jour du Congrès national des instituteurs. Depuis quatre jours, les délégués des 130.000 instituteurs syndiqués, suant sous l'énorme verrière du palais de la Houille Blanche, à Grenoble, discutent l'orientation du Syndicat National.

Dès le début, la discussion est vive. Après le rapport moral du secrétaire général Aiguesperse, 35 délégués montent à la tribune. La plupart critiquent les faiblesses du bureau en face de l'Administration. Ils citent les scandales de l'épuration, comme dans l'Allier. Ils donnent des exemples de l'arbitraire administratif, comme dans le Doubs ou en Algérie : des instituteurs déplacés pour leur seule attitude politique qui déplaisait aux gros colons.



D'autres, comme le communiste Morel, des Basses-Alpes, dénoncent les suppressions des écoles laïques. Tous soulignent l'impuissance du bureau qui s'en tient à des relations fort diplomatiques avec l'Administration. Nombre d'entre eux critiquent la pause syndicale. Le camarade Pennetier, notamment, rappelle que le bureau n'a pas été fidèle aux promesses faites au précédent congrès de Montreuil d'engager la lutte si satisfaction n'était pas accordée dans le délai d'un mois. Les nombreux applaudissements montrent la volonté de lutte des délégués. Mais les instituteurs sont bons enfants. Ils n'aiment pas désavouer leurs responsables, qui ont fait ce qu'ils ont pu. Le rapport moral est voté à une majorité des cinq sixièmes.

La lutte pour les traitements

Dans leur vote pour l'avenir, par contre, les délégués montrèrent leur volonté de lutte. A l'unanimité ils décidèrent la rupture des relations avec la direction du premier degré, tant que le directeur en serait Barre, adversaire systématique de l'enseignement laïque. A l'unanimité aussi ils se prononcèrent pour la revalorisation des traitements et le reclassement de la fonction enseignante. Inutile d'insister sur la solidarité de notre parti avec les revendications des enseignants : il ne s'agit pas seulement du droit qu'ont les maîtres de vivre décemment, et non avec des traitements de misère ; il s'agit du sort même de l'école laïque dont le recrutement est tari et avili par cette lamentable situation faite aux maîtres. Nous ne pouvons qu'approuver la décision unanime du congrès de passer à l'action directe en octobre : grève des examens, grève de 24 heures, grève illimitée. Seulement nous croyons que ces décisions ne doivent pas cette fois rester lettre morte, et nous pensons que la limitation de la grève risque fort d'avoir pour seul résultat de démoraliser les instituteurs.

L'échelle mobile

D'autre part, les avantages obtenus ne manqueront pas d'être rapidement annulés par l'augmentation du coût de la vie si les traitements ne sont pas automatiquement rajustés. C'est pourquoi l'aile révolutionnaire du syndicat, groupée autour de *L'Ecole Emancipée*, mène depuis la Libération une ardente campagne pour l'échelle mobile. Nos camarades ont rencontré l'opposition systématique des staliniens et de l'aile droite réformiste. Cette coalition avait au dernier congrès réussi à enterrer l'échelle mobile. Mais cette fois *L'Ecole Emancipée* a obtenu l'inscription de la question à l'ordre du jour. Le camarade Duthel, du Rhône, rapporte. Il montre l'élévation vertigineuse du coût de la vie (13 % en un mois), tandis que le ministre de l'Economie nationale lui-même avoue qu'elle va monter encore.

Il réclame l'application d'un vaste plan de production sous contrôle de la C. G. T. Mais les effets ne pourront s'en faire sentir que plus tard. Il faut un palliatif immédiat pour restaurer le pouvoir d'achat des travailleurs, le palliatif c'est l'échelle mobile qui maintient un rapport constant entre salaires et prix. Duthel montre ensuite que cette revendication n'entraînerait aucune inflation et n'est nullement démagogique.

Après lui, Delanoue, de la majorité confédérale, s'oppose violemment à l'échelle mobile, mot d'ordre « réactionnaire et illusoire ». Il essaye de défendre la politique de capitulation de la majorité confédérale. Dans la discussion le camarade Beaumont montre que seule l'échelle mobile permettra d'éviter à la classe ouvrière de se trouver dans un état permanent de mendicité. Puis intervient la camarade Marcelle Constantin, de la Seine, qui réfute magistralement les arguments staliniens et réformistes. Elle démasque avec humour ceux qui brandissent le spectre de l'inflation quand il s'agit des rémunérations des travailleurs, mais non quand il s'agit de charges bien plus importantes, par exemple, pour la guerre. Elle montre que la seule lutte réelle contre les trusts c'est la lutte pour revaloriser les salaires. Le congrès suit passionnément le magnifique discours de Marcelle Constantin. A la fin, les délégués, debout, lui font une longue ovation. Puis le vote a lieu. Au vote, l'échelle mobile l'emporte par 774 mandats contre 482. C'est une magnifique victoire pour l'aile gauche.

La préparation pré-militaire

Les staliniens réclamaient depuis longtemps que les instituteurs participent à la préparation militaire. Ils étaient suivis dans cette voie par l'aile droite réformiste, militariste et patriotarde. Rencontrant une résistance de plus en plus grande ils avaient du reste, depuis plusieurs mois, sérieusement mis de l'eau dans leur vin. Il ne s'agissait plus que de participer à « la formation civique, morale et sportive de la jeunesse ». Telle était la motion déposée par le rapporteur Labrunie. A cette hypocrite intégration dans les plans le l'état-major, *l'Ecole Emancipée* et l'aile gauche de la majorité opposèrent un refus catégorique. Ils se prononcèrent sur une motion claire qui refusait la collaboration à l'armée impérialiste, non sur le plan du pacifisme bêlant mais sur le plan de la lutte de classes.

Après le camarade Chantot, de la Guadeloupe, qui dénonça le caractère colonialiste de l'armée, après Vaquez et le camarade Le Grignou, Craipeau montre que le plan du M.R.P., Michelet et de Labrunie vise en réalité à mettre les instituteurs au service de l'armée capitaliste. Signalons encore que la camarade Haerzelec fit applaudir par la moitié du congrès le camarade Trotsky, fondateur de l'armée rouge.

Au vote, une faible majorité se prononça pour la participation des instituteurs au plan Michelet : 612 contre 544, avec 125 abstentions.

Où iront les instituteurs ?

Par le bref résumé des débats, on voit le caractère même de l'évolution dans le corps enseignant. L'ancienne majorité réformiste vogue, sans boussole, et se désagrège. Son aile droite se rattache dans les votes, malgré son anticommunisme, aux staliniens (cela se voit clairement encore aujourd'hui lors des statuts, cette coalition défigurant complètement la répartition proportionnelle dont le principe est voté). Son aile gauche rallie de plus en plus *L'Ecole Emancipée* qui, seule, a eu dans ce congrès une attitude courageuse et conséquente. Ces camarades iront-ils jusqu'au bout, sérieusement, dans la voie du syndicalisme révolutionnaire, coude à coude avec *L'Ecole Emancipée*, ou capituleront-ils devant le stalino-réformisme. De cette question dépend l'avenir du Syndicat des instituteurs.

Y. CRAIPEAU.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIERE

Le bifteck aux pommes...

LA Conférence nationale économique a terminé ses travaux. Elle concluait « unanime » à une augmentation générale des salaires de 25 %. Déjà le calcul des 25 %, les modalités d'application étaient loin de donner satisfaction aux masses laborieuses. Et, cependant, le gouvernement n'a pas cru devoir entériner les « recommandations » de la Conférence.

Une mesure de justice

écrit Henri Raynaud dans la *Vie ouvrière* du 25 juillet 1946. « *Les travailleurs de France, qui viennent, au cours de la semaine écoulée, de manifester avec éclat, à quel point ils étaient tous derrière la C.G.T. et son mot d'ordre d'augmentation générale des salaires et traitements de 25 % attendent maintenant du gouvernement les mesures de justice qui s'imposent à leur égard* ».

Le gouvernement, pourtant, n'accorde que 17 % sur les 25 demandés.

Encore une fois les travailleurs vont-ils rester sur cette demi-mesure?

La hausse des prix annule pratiquement l'augmentation des salaires

explique P. Rimbert dans *Libertés* du 25 juillet 1946. « *La Conférence nationale économique a reconnu le bien-fondé des 25 % d'augmentation des salaires. Après d'interminables discussions elle n'a accordé qu'une augmentation qui ne dépassera pas 20 à 21 % de moyenne. Mais, parallèlement, elle a accepté une série de mesure de hausse de prix dont le taux annule pratiquement l'augmentation des salaires. En définitive, la classe ouvrière verra son pouvoir d'achat aussi bas qu'avant, sinon plus bas.* »

Les dirigeants staliniens ne tiennent pas parole

France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., titre cette semaine : « *Il faut sans tarder faire droit aux revendications des travailleurs. Il est possible d'augmenter les salaires et les traitements sans incidence sur le coût de la vie...* » Cela après une hausse évidente d'une série de marchandises.

Mais le mieux, c'est encore la résolution du bureau politique du P.C.F. du 25 juillet 1946 : « *Le bureau politique a décidé de maintenir la position du parti concernant l'augmentation des salaires sur la base des recommandations de la Conférence économique.* »

Drôle de soutien.

Salaires, prix et profits

« *Ce sont là les véritables termes du problème* » écrit Henri Ferraud dans *Force ouvrière* du 25 juillet 1946. « *C'est-à-dire que l'on discutera à perte de vue au cours de cette Conférence nationale économique mais en passant toujours à côté de la question. On est en droit de s'étonner, d'abord, que les chefs confédéraux et les partis ouvriers aient accepté de discuter du problème des salaires en le situant sur le terrain qui n'est pas le sien.* »

Bifteck aux pommes

C'est le titre de l'éditorial du *Peuple*. Sur le problème de la viande on lit : « *Il faut que cette denrée essentielle dont nous sommes privés depuis si longtemps reparaisse enfin sur la table des travailleurs.* »

Les leaders des artis politiques, comme ceux de la C.G.T. ont beau dire que les travailleurs auront dans leur assiette un bifteck aux pommes deux fois par semaine, comme l'écrit Henri Raynaud dans l'*Humanité*, cela n'arrange pas les travailleurs, ils voudraient bien le voir.

Ce qu'ils voient, c'est le lâchage par les partis ouvriers des 25 %. Déjà, à la Conférence économique, devant le patron ils étaient descendus à 21 %. Au gouvernement, ils descendent à 17 %.

Les travailleurs doivent comprendre que seule leur action propre peut leur donner satisfaction. *Les postiers montrent l'exemple.*

M. FELZEN.

Au dépôt américain de Vincennes, le syndicat réclame l'échelle mobile

La section syndicale du dépôt américain de Vincennes (U. S. Métaux) s'est réunie en assemblée générale, le 22 juillet, à la Maison des syndicats de Vincennes, a voté un ordre du jour présenté par un militant de cette entreprise réclamant que la majoration des salaires soit accompagnée d'une clause instituant l'échelle mobile des salaires afin d'éviter que l'augmentation en discussion, qu'elle soit de 25 % ou toute autre, ne soit un leurre en raison des augmentations multiples qui se sont déjà produites : Gaz, électricité, transports, alimentation : pain, viande, etc. comme celles qui se produiront certainement avant que ladite augmentation soit acquise.

Il est indispensable d'assurer par ce moyen la tranquillité des travailleurs quant à leur minimum vital et il est aussi nécessaire que l'indice du coût de la vie soit fixé mensuellement pour que le rajustement soit aussi mensuel et ce, sur la base de l'indice du 1er juin 1946, date du début de la revendication ouvrière.

Cet ordre du jour a été voté à la majorité moins trois voix.

Au ministère du Travail

Nous extrayons du bulletin syndical de l'Administration Centrale du Ministère du Travail la résolution suivante :

« Mais il est évident qu'une solution durable du problème des salaires et des prix ne pourra être obtenue que par la réalisation des deux objectifs suivants :

«1° Revalorisation de la fonction publique sur la base d'un salaire minimum vital garanti contre la hausse des prix toujours possible par l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, d'après un indice du coût de la vie calculé par la C.G.T.

« Les ressources nécessaires pourront être obtenues notamment par:

« *a*) Confiscation des biens des traîtres et trafiquants ;

« *b*) Refonte du système fiscal ;

« *c*) Réalisation d'économie sur les budgets de l'armée et de la police ;

« *d*) La suppression des indemnités accordées aux gros actionnaires des entreprises nationalisées.

« 2° Contrôle des prix véritables : à la production par des comités d'entreprises qui devront pouvoir contrôler la comptabilité des patrons, et à la distribution par les unions locales des syndicats et les groupements de ménagères. »

Le Conseil syndical.

Manifestations à Douai et à Waziers

Le vendredi 18 juillet eut lieu à Douai une grande manifestation des travailleurs réclamant leurs 25 % ; près de 12.000 ouvriers cessèrent le travail à 4 heures (les dirigeants syndicaux organisateurs de la manifestation avaient proposé que celle-ci soit effectuée après les heures de travail, mais la volonté des délégués ouvriers les obligea à faire arrêter une ou deux heures avant la sortie des usines).

Malgré l'absence des mineurs, ce fut assez réussi ; cependant une certaine lassitude se manifesta parmi les ouvriers qui n'applaudirent que très peu les appels à la

Comment lutter contre la vie chère

LE PROBLÈME DU PAIN

LA C. G. A. a demandé la revalorisation des produits agricoles, en particulier du blé, qui serait payé au producteur 1.200 francs le quintal au lieu de 700. Henri Raynaud, fort soucieux de lutter contre la vie chère, déclarait le 23 juillet :

« Nous sommes disposés à absorber l'augmentation du prix du pain et du lait. »

C'est-à-dire qu'au nom de la C.G.T., Raynaud est d'accord pour que le kilo de pain passe de 7 fr. 80 à 14 ou 16 francs.

Il pourrait sembler que poser en ces termes le problème du pain n'a pas de solution, car la revalorisation des produits agricoles est une nécessité. D'autre part, les ministres et les dirigeants de la C.G.T. déclarent qu'il est impossible à l'Etat de verser des milliards de subventions pour revaloriser le quintal de blé, tout en maintenant le prix actuel du pain.

Et pourtant la simple lecture des journaux financiers devrait montrer à H. Raynaud qu'une solution peut être trouvée très facilement.

Dans la *Vie Financière du* 19 juillet il est écrit : « La réévaluation partielle du bilan dans les Moulins de Corbeil dégage une réserve spéciale de 168.208.588 francs.

Si Raynaud voulait lutter contre la vie chère autrement qu'en paroles, s'il voulait engager le combat contre les gros intermédiaires, il devrait expliquer :

« Je suis, au nom de la C. G. T., opposé « aux subventions » qui font retomber sous forme d'impôts directs et indirects, sur le dos des masses laborieuses, les centaines de millions de bénéfices qu'exigent les Grands Moulins de Corbeil, de Paris, et autres lieux.

» Je suis d'accord pour revaloriser le prix du quintal de blé, payé au producteur 1.200 francs, mais je suis opposé à faire payer par les consommateurs ouvriers le kilo de pain à 16 francs. En conséquence, je considère qu'il faut immédiatement confisquer les centaines de millions et milliards accumulés sous forme de réserves par les trusts de la farine. En expropriant sans indemnité ni rachat les grands moulins, en faisant gérer sous forme de coopératives par les délégués élus des paysans pauvres, des ouvriers et des boulangers, on peut trouver l'argent pour résoudre le problème du pain à la satisfaction des consommateurs ouvriers qui verraient le prix du pain se stabiliser, et à celle des artisans boulangers qui verraient leur marge bénéficiaire s'élever en achetant moins cher la farine.

» Ainsi au nom de la C. G. T., dans une politique active de lutte contre les trusts, je peux déclarer que sera cimentée l'union des ouvriers avec les paysans pauvres et les classes moyennes des villes et des campagnes. »

Voilà comment devrait parler Raynaud, mais, ce langage il ne peut le tenir, car au nom de la C. G. T. il soutient un gouvernement où ses amis Thorez et Cie collaborent avec les défenseurs des trusts, de la meunerie, à savoir le Meilleur Rempart des Profiteurs.

P. BOUSSEL.

LES OUVRIERS DES ENTREPRISES CHARBONNIERES A ROUBAIX ENTRENT EN GREVE

Ils considèrent avec juste raison que les 25 % ne sont pas suffisants, aussi ont-ils réclamé une augmentation immédiate en supplément de celle prévue par le gouvernement.

A MARSEILLE

Les employés des tramways ont interrompu le travail pendant une demi-heure, le 20 juillet. La circulation des tramways a cessé pendant ce temps.

CONTRE LES PATRONS DE COMBAT

CHEZ UNIC
deux débrayages

DEPUIS le matin, l'usine était pleine de remous, et l'on sentait que quelque chose se préparait : l'effervescence allait grandissant.

Dans le courant de la matinée, les membres du P. C. F. font un sondage et demandent aux ouvriers s'ils sont d'accord pour faire la grève. La réponse est en grande majorité : « Oui. »

Au début de l'après-midi, le mot d'ordre de grève circule pour le lendemain matin. A 3 h. 30, les ouvriers débrayent.

Ils réclament la réponse immédiate sur l'augmentation de 5 francs demandée par les délégués le vendredi précédent.

Une cinquantaine de camarades forment une délégation qui rencontre les représentants de la direction.

Le directeur essaie de noyer le poisson et surtout de gagner du temps, mais, sentant que les ouvriers, loin de se fatiguer, commencent à s'agiter, il se met à verser des pleurs sur le sort misérable de la classe ouvrière et aussi surtout sur l'avenir de la Société Unic, qui risquerait de perdre beaucoup *en allouant une augmentation générale des salaires.*

Les ouvriers répondent vertement et le patron comprend qu'il est nécessaire de lâcher du lest.

Un accord verbal est conclu.

Il sera alloué une augmentation de 3 francs par heure à tous les salariés à partir du 16 juillet. Pour les 2 francs qui restent, la réponse sera donnée mardi prochain...

Cette augmentation n'est pas comprise dans la future augmentation des 25 % et ne sera en aucun cas un prétexte d'augmentation du prix de vente des camions.

Lundi, les délégués montent à la direction. La réponse est négative.

Le mardi à midi, toujours pas de réponse. A la hâte, une réunion avant la rentrée du travail a lieu. Les ouvriers sont d'accord pour passer à l'action.

A 16 h. 30, les ouvriers débrayent pour appuyer la délégation. La direction lâche alors les 2 francs.

Camarades de chez Unic

Il y a toute une leçon à tirer de nos deux grèves. Tout d'abord, si le patron a réussi à louvoyer et résister assez longtemps avant de céder, c'est que nous n'avions pas eu le temps de préparer notre entrevue. Nous aurions dû faire, avant de rencontrer la direction, une rapide réunion qui aurait permis aux camarades de la délégation de se mettre bien en tête ce qu'ils avaient à dire au patron. Ainsi toute la délégation aurait pu intervenir. Cette première victoire ne doit pas nous faire oublier qu'il faudra encore lutter pour empêcher que les 5 francs ne soient pas comptés dans les 25 %.

Le patronat ne cédera que devant l'action de la classe ouvrière. C'est une erreur de parlementer avec le patron, c'est du temps perdu. Nous devons poser nos revendications, et c'est tout. Il les accepte ou il les refuse. S'il les refuse, il faut tenir jusqu'à ce qu'il cède. La peur de perdre ses bénéfices le fera reculer.

Avoir attendu seulement une journée pour passer à l'action avait fatigué les camarades qui, la veille, étaient bien décidés. N'oublions pas que reculer la bataille, c'est toujours renforcer l'adversaire. D'autre part, nous aurons besoin, dans notre usine même, de camarades organisés pour assurer la défense de l'usine.

Le chef des flics de l'usine nous l'a bien laissé entendre : si nous ne voulons pas être à nouveau victimes des flics de la bourgeoisie, organisons-nous, camarades, et créons nos propres organismes de défense. Il y a aussi quelque chose qui a étonné les militants du P. C. F. : ce fut la position prise par les « hitléro-trotskystes » qui se trouvaient dans la délégation.

Ces soi-disant provocateurs, ces soi-disant agents des trusts n'ont pas hésité à remettre le patron en place quand il voulait leur couper la parole. Ces soi-disant diviseurs de la classe ouvrière ont fait front unique avec les ouvriers contre le patronat.

En plus, cette grève a montré que la classe ouvrière avait par-dessus la tête des discours et des phrases creuses.

Pour mener à bien, sur le plan de notre usine, la grande radicalisation qui s'opère, il faut, dans les réunions syndicales, permettre aux ouvriers de s'exprimer. Seule la libre expression des ouvriers permettra la clarification des problèmes posés à l'heure actuelle. Naturellement, certains continueront à lancer des insultes. Nous leur disons : « Camarades, votre conduite est inqualifiable et vous vous conduisez en adversaires de la démocratie syndicale. Vous avez une manière absolument fausse d'interpréter les statuts mêmes de notre Confédération générale du travail, qui disent que tout ouvrier peut appartenir et s'exprimer dans le cadre de la C. G. T. sans distinction de conception philosophique, politique ou religieuse.

» La période des hommes-dieux se termine, et vous vous en êtes certainement rendu compte dans notre usine même. »

MASSON.

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

A l'Assemblée générale du 16 juillet 1946, la discussion sur les salaires révèle l'identité de vues des divers courants d'opinion du syndicat.

Faucon, après avoir regretté que la direction confédérale ait pris position sur les 25 % sans nous demander notre avis, engage les camarades à rester unis et à faire bloc autour de ce mot d'ordre, face aux forces de réaction. Il indique que, avec cette revendication, la lutte doit être centrée pour le minimum vital et contre l'augmentation du coût de la vie. Rivière engage les camarades à s'unir pour imposer au gouvernement les 25 %, malgré les méthodes bureaucratiques de la direction de la C. G. T., la lutte devant se poursuivre pour le minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires.

Prat ne veut pas que les hauts salaires soient majorés de 25 %. Il est d'accord pour que les petits salaires reçoivent un pourcentage d'augmentation plus élevé que celui des hauts salaires. Il indique que c'est dans ce sens que s'oriente la C. G. T., les 25 % visant le montant global des salaires, mais devant être répartis de la façon précitée. Les camarades voient avec plaisir Prat prendre cette position qui aboutit à resserrer l'éventail des salaires au profit des petits salariés, en complète opposition avec celle des dirigeants du parti de Prat, le parti communiste français, ce qui prouve que les militants de ce parti sont capables de réfléchir et de prendre des positions conformes aux intérêts ouvriers, même si ces positions sont contraires à celles de leur parti.

Barboyon déclare que la lutte doit être surtout centrée sur le minimum vital et contre l'augmentation du coût de la vie, sans quoi l'augmentation des salaires n'est qu'un leurre.

L'Assemblée générale unanime pour mener la lutte pour les 25 %, pour l'organisation de la sécurité sociale, adopte, à l'unanimité, les motions suivantes :

I. — *Revendications :* Les employés des H.C.L. décident de déposer devant le C.A. des H.C.L. et devant les pouvoirs publics les revendications suivantes :

1° Revalorisation des salaires sur la base d'un minimum vital à étudier par les commissions paritaires, l'augmentation en découlant sera appliquée à tous les salaires payés aux H. C. L. Suppression de tout impôt sur les salaires, en particulier l'impôt cédulaire, jusqu'à un plafond de 96.000 francs.

2° Revision de la hiérarchisation des salaires par l'élévation des salaires trop bas, et ce, en coordination avec les salaires payés dans le commerce et l'industrie, ceci dans un but d'équité et de stabilité du personnel tant dans l'administration que dans l'industrie et le commerce.

3° Revision des modalités d'application de l'indemnité de résidence.

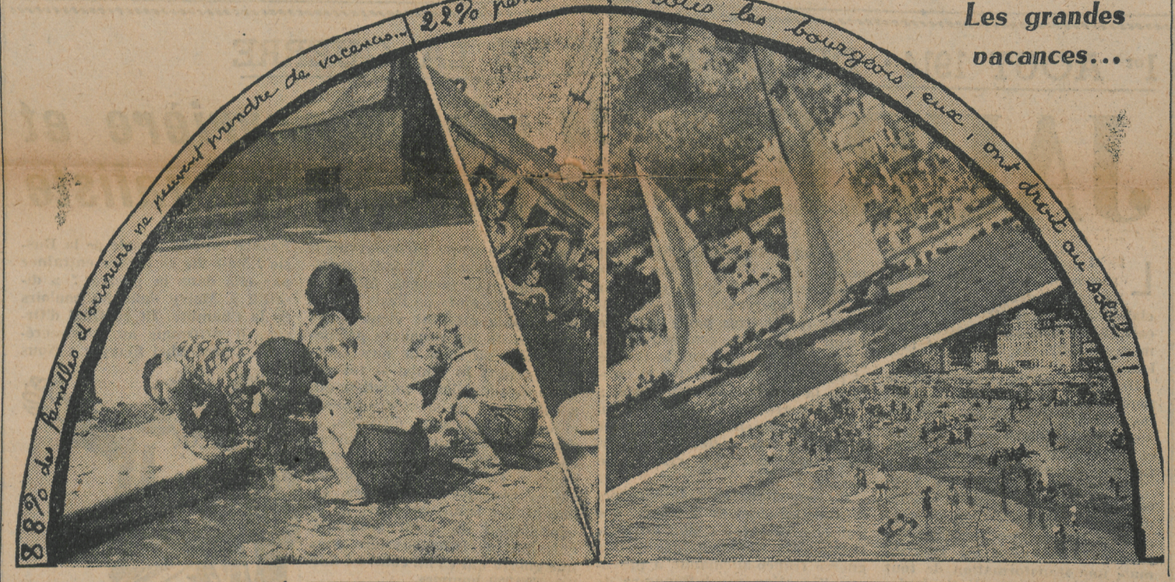
4° Attribution du minimum vital aux retraités, avec comme premier palier la péréquation automatique des retraites sur la base des salaires perçus par le personnel en activité.

5° Sur le plan de la sécurité sociale, paiement des allocations familiales proportionnellement au nombre d'enfants, quel que soit le salaire des parents, la somme allouée pour un enfant devant permettre de l'élever. Paiement à la mère au foyer du minimum vital ; avec comme premier palier immédiat l'augmentation des allocations familiales et de la prime de la mère au foyer.

6° Garantie du minimum vital et des salaires, retraites, allocations en découlant, par l'échelle mobile des salaires sous contrôle ouvrier.

Envisageant les moyens d'action, la résolution déclare : « Nous emploierons tous les moyens, jusques et y compris la grève. »

RIVIERE.



Aux cris de "A l'action" les Services publics manifestent

MARDI, 17 h. 30. — La place de l'Hôtel-de-Ville est remplie de groupes animés : le cortège des manifestants des Services publics va commencer à défiler. Chez tous ceux qui sont là, on ne trouve pas beaucoup d'enthousiasme ; partout le même refrain : « Ce n'est pas 25 % qu'il faudrait, mais 100 %, d'ailleurs ce n'est pas tant les salaires qu'il faut augmenter, mais les prix qui doivent baisser. »

Le cortège démarre lentement. Le personnel de tous les hôpitaux et hospices, celui de la préfecture, des mairies, personnel municipal et communal, service de nettoiement, génie civil, pompes funèbres, tous sont là munis de pancartes qui réclament : « Nos 25 %; meilleur ravitaillement, heures supplémentaires, abrogation des décrets-lois, les 40 heures, augmentation des retraites, confiscation des biens des traîtres, épuration, plan de sécurité sociale. »

Dans un groupe animé où je me présente comme reporter de « La Vérité », Maurice Caramelle, qui gagne 5.300 fr. par mois au service d'architecture des abattoirs de la Villette, et un métallo, ancien marin rapatrié d'Indochine où il travaillait dans les arsenaux, me disent tous deux : « Cette manifestation, c'est de la connerie, les gros se foutent pas mal de nous. » Ils réclament la baisse des prix, la diminution du nombre des bureaucrates, la réorganisation de la direction des rapatriés.

A 19 h. 45 enfin, Maupan, Pacaud et Baudouin sont de retour. Baudouin donne le compte rendu de l'entrevue avec le directeur du cabinet du ministre. (Longues clameurs contre Schuman.)

« Le projet d'augmentation doit être discuté ce soir au Cartel des services publics et demain au Conseil des ministres.

Des cris cent fois répétés « à l'action » couvrent la voix de Baudouin qui, arrivant enfin à se faire entendre, explique qu'il donne le compte rendu seulement de l'entrevue. Il passe ensuite aux décisions. « Nous voulons bien leur accorder un crédit de dix jours, mais l'Intersyndicale des Services publics prendra toutes les mesures nécessaires pour que les promesses faites soient tenues. »

Les fonctionnaires ont compris et reprennent, une fois de plus, le chemin du retour.

DOMINIQUE.

Chez les imprimeurs

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

— Si évidemment. Les calculs étaient faits par la commission du coût de la vie du département de la Seine, et notre syndicat y était représenté en même temps que celui de la presse, de l'alimentation, de l'habillement, de la chaussure, etc... Les inspecteurs de la Préfecture du service des Halles étaient chargés de contrôler les prix, de constater, soit les hausses, soit les baisses. Lorsque nous pensions que ces calculs n'étaient pas justes, nous discutions et apportions des preuves pour faire triompher notre point de vue. Mais je tiens à vous faire remarquer que par deux fois, les prix ayant baissé, nous avons abouti à une baisse des salaires. »

Les imprimeurs répondent à l'avance aux dirigeants syndicaux actuels, tels Arrachard ou Lunet qui prétendent que l'application de l'échelle mobile entraînera forcément une hausse de prix et une course infernale entre prix et salaires.

Nous sommes toujours pour l'échelle mobile

« De 1920 pour le labeur, et 1928 pour la presse jusqu'en 1939, l'échelle mobile a été appliquée dans notre corporation. Le Livre, au Congrès de Saint-Etienne, a revendiqué l'échelle mobile qui, avant, était inscrite dans ses conventions collectives. Nous voulons de nouveau la voir figurer, car c'est le seul moyen pour les travailleurs de défendre leur pouvoir d'achat.

— *Mais, ne pensez-vous pas qu'il faille pour son application présente partir d'un minimum vital ?*

— Oui, maintenant on ne peut plus repartir de 1939, mais il faudrait, pour que l'échelle soit bien appliquée, un contrôle très sérieux sur les prix. C'est une question décisive, surtout dans la période présente. Nous sommes mandatés par notre syndicat pour imposer de nouveau l'échelle mobile, et la création d'une commission des indices, où les différents syndicats ouvriers ont un rôle important à jouer. »

La grève des postiers

LA paupérisation des masses laborieuses a des répercussions profondes parmi les travailleurs des P.T.T., lesquels sont dans une situation tragique.

Aussi le mécontentement est grand et, depuis plusieurs semaines, leur volonté de lutte se manifeste par une pression constante sur la Fédération postale, pour envisager les moyens d'action nécessaires afin de faire aboutir : la revalorisation des traitements, le reclassement de la fonction publique, les parités externes.

Devant la menace de débordement, la direction fédérale fut contrainte de déclencher un mouvement de grève limité à dix heures (4 à 14 heures) pour le 30 juillet.

Le mot d'ordre de grève fut suivi à 100 0/0 dans tout le pays, apportant ainsi la preuve de la combativité des postiers.

A Paris, par des ordres du jour, de nombreuses sections se prononcèrent pour la continuation du mouvement : Paris 12, Paris 7, gare du Nord, Saint-Lazare, etc.

En province, le mouvement revêtit encore plus d'ampleur. La région du Nord décida de continuer la grève jusqu'à satisfaction. Un appel à la solidarité active a été adressé à toutes les sections du pays

Nos camarades de Bordeaux firent appel au bureau confédéral pour le soutien de la grève illimitée en dénonçant la politique d'étouffement pratiquée par la direction de la Fédération postale.

Marseille central, Clermont-Ferrand, Grenoble, Châlons-sur-Marne continuèrent leur mouvement.

La soupape de sûreté, actionnée par le bureau fédéral, est destinée à masquer sa politique de collaboration de classes et de capitulation devant le gouvernement Bidault-Gouin-Thorez. La limitation du mouvement équivaut à la trahison des intérêts des travailleurs des P.T.T.

Les postiers en ont assez des promesses jamais tenues, ils n'ont que faire des palabres devant les ministres bourgeois qui n'aboutissent à rien.

Ce qu'ils veulent, c'est un pouvoir d'achat suffisant qui puissent leur permettre de vivre. A cela, il n'y a qu'un moyen : *l'action directe... Il faut élargir la grève.* Il faut soutenir activement nos camarades du Nord, de Bordeaux, de Marseille, de Clermont-Ferrand qui montrent l'exemple.

Il faut briser les entraves à l'unité des travailleurs qui veulent lutter pour l'aboutissement de leurs légitimes revendications :

1° Pour la revalorisation des traitements et retraites ;

2° Pour l'application de l'échelle mobile;

3° Pour le reclassement de la fonction publique.

MARGNE.

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Tél. : SUFfren 62-31

Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA

Administrateur
Guy TEXIER

Adresser toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

Le gérant : M. JUILLIA.

Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur.

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués

Arrêté ministériel ou lois patronales?

Chez les coiffeurs : un arrêté prévoit trois catégories chez les pédicures-manucures.

La première pour les débutants ayant moins d'un an de pratique : 700 francs.

La deuxième pour ceux ayant plus de six mois : 800 francs.

La troisième, ouvriers qualifiés : 1.000 francs.

La chambre syndicale patronale a donné des ordres pour que la troisième catégorie, 1.000 francs par semaine, ne soit jamais appliquée. Et un ouvrier qui a vingt ans de métier touche ses 800 balles.

Les moyens d'obtenir autre chose ? Le patron s'y refuse catégoriquement, se sentant soutenu par la chambre syndicale.

Est-ce Croizat ou la chambre patronale qui fixe les salaires ?

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :